



Groupe Hospitalier
Artois-Ternois

CENTRE HOSPITALIER D'ARRAS

CENTRE HOSPITALIER D'ARRAS
3 bd Besnier 62000 Arras

Contrat de Concession valant Acte d'Engagement portant sur :

L'aménagement, équipement d'un espace à des fins d'exploitation d'une boutique/presse-cafeteria ou restauration rapide et l'installation et la gestion de distributeurs automatiques de boissons chaudes et fraîches et de produits alimentaires et un service de conciergerie à destination des patients hospitalisés, leurs familles, visiteurs, consultants et personnel du Centre Hospitalier d'Arras.

La gestion de distributeurs automatiques de boissons chaudes et fraîches et de produits alimentaires à destination des patients hospitalisés, leurs familles, visiteurs, consultants et personnel du Centre Hospitalier du Ternois et du Centre Hospitalier de Bapaume.

Contrat de Concession de Services

Table des matières

CHAPITRE 1 : PRINCIPES GENERAUX.....	8
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONCESSION	8
ARTICLE 2 - FORMATION DE LA CONVENTION	9
ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONCESSION	9
ARTICLE 4 - CHAMP DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION DOMANIALE	9
4.1 Mise à disposition d'un espace foncier	9
4.2 Affectation de l'espace foncier	10
4.3 Exploitation concurrente.....	10
CHAPITRE 2 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'INSTALLATION DES SERVICES	11
ARTICLE 5 - OBJET DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'INSTALLATION	11
ARTICLE 6 - PLANNING.....	11
ARTICLE 7 - TRAVAUX D'AMENAGEMENTS	12
ARTICLE 8 - OBTENTION DES AUTORISATIONS NECESSAIRES	12
8.1 Autorités administratives compétentes	12
8.2 Autorité concédante	12
8.3 Architecte ayant conçu le bâtiment	13
8.4 Missions de contrôles	13
ARTICLE 9 - SUIVI DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT	13
9.1 Principe général	13
9.2 Réception des travaux.....	13
9.3 Constatation de la conformité des travaux.....	14
ARTICLE 10 - CONTINUITE DU SERVICE PENDANT LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT	15
ARTICLE 11 - EQUIPEMENTS ET MATERIELS	15
ARTICLE 12 - TRAVAUX DE RACCORDEMENT.....	15
CHAPITRE 3 – CONDITIONS D'EXPLOITATION DE L'ESPACE CAFETERIA – BOUTIQUE - PRESSE	16
ARTICLE 13 PRINCIPE GENERAL	16
ARTICLE 14 - HORAIRES D'OUVERTURE	16
ARTICLE 15 CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX PRESTATIONS REALISEES	17
ARTICLE 16 EXPLOITATION DE LA CAFETERIA	17
ARTICLE 17 QUALITE ET DIVERSITE DES PRODUITS.....	18
ARTICLE 18 REGLEMENT DES PRESTATIONS PAR LES USAGERS.....	18
ARTICLE 19 PROPRETE DU LOCAL, DES EQUIPEMENTS ET DE SES ALENTOURS.....	19
ARTICLE 20 SIGNALETIQUE ET PUBLICITE	19
ARTICLE 21 ENTRETIEN, REPARATIONS COURANTES ET MAINTENANCE	20
ARTICLE 22 DEVELOPPEMENT DURABLE	21
ARTICLE 23 ANIMATIONS	21
ARTICLE 24 CONTINUITE DU SERVICE	21
ARTICLE 25 DISPOSITION DIVERSES.....	22
25.1 Fluides et charges.....	22
25.2 Equipements	22
25.3 Gestion des déchets.....	22
CHAPITRE 4 – EXPLOITATION DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES.....	24
ARTICLE 26 EMBLEMES DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES	24
ARTICLE 27 RACCORDEMENT ET INSTALLATION	24
27.1 Planning	24
27.2 Raccordement	24

27.3	Installation	25
ARTICLE 28	REGLEMENT DES PRESTATIONS PAR LES USAGERS.....	25
ARTICLE 29	NATURE DES PRODUITS PROPOSES	25
ARTICLE 30	OFFRE ALIMENTAIRE.....	26
ARTICLE 31	TYPE DE MATERIEL ET HABILLAGE	26
ARTICLE 32	DISPONIBILITE ET REAPPROVISIONNEMENT DES DISTRIBUTEURS	27
ARTICLE 33	DISPOSITIONS DIVERSES.....	28
CHAPITRE 5 – BIENS DU SERVICE.....		29
ARTICLE 34	- OBJET DE L'INVENTAIRE	29
ARTICLE 35	- REGIME DES BIENS.....	29
35.1	Biens de retour, inventaire A	30
35.2	Biens de reprise, inventaire B	30
35.3	Biens propres, inventaire C.....	30
ARTICLE 36	- ETAT DES LIEUX	31
36.1	Etat des lieux d'entrée	31
36.2	Etat des lieux de sortie.....	31
CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES.....		32
ARTICLE 37	- PRINCIPES GENERAUX	32
ARTICLE 38	- TARIFS ET REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE.....	32
ARTICLE 39	- COMPTES D'EXPLOITATION PREVISIONNEL.....	33
ARTICLE 40	- REDEVANCES.....	34
40.1	Redevance variable	34
40.2	Redevance minimale garantie.....	35
40.3	Modalités de calcul de la redevance	35
ARTICLE 41	- MODALITES DE PAIEMENT	35
41.1	Paiement.....	35
41.2	Défaut de paiement	35
41.3	Compte bancaire.....	35
ARTICLE 42	- DISPOSITIONS FISCALES	36
ARTICLE 43	- REVISION DES CONDITIONS FINANCIERES	36
CHAPITRE 7 : CONTROLE DE LA CONCESSION		37
ARTICLE 44	- PRINCIPE.....	37
ARTICLE 45	- COMPTES-RENDUS	37
45.1	Analyse de la qualité de service	37
45.2	Tableaux de bord trimestriels	37
45.3	Etat des caisses	38
ARTICLE 46	- RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE	38
ARTICLE 47	- CONTROLE DE LA QUALITE DU SERVICE.....	38
ARTICLE 48	- DROIT DE VISITE	40
ARTICLE 49	- INFORMATION DU CENTRE HOSPITALIER.....	40
CHAPITRE 8 : SANCTIONS.....		41
ARTICLE 50	- SANCTIONS PECUNIAIRES – LES PENALITES.....	41
50.1	Principe des pénalités	41
50.2	Pénalités encourues concernant les travaux.....	41
50.3	Pénalités encourues concernant l'exploitation du service de cafétéria.....	42
50.4	Pénalités encourues dans le cadre de l'exploitation des distributeurs automatiques.....	42
50.5	Pénalités encourues concernant le contrôle de l'Autorité concédante	43
50.6	Autres pénalités	43
50.7	Paiement des pénalités et indemnités	43

ARTICLE 51 - EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATIONS COURANTES ET DE MAINTENANCE	44
ARTICLE 52 - RESILIATION POUR FAUTE	44
ARTICLE 53 - INTERETS MORATOIRES	45
ARTICLE 54 - MESURES D'URGENCE	45
ARTICLE 55 - MISE EN REGIE PROVISOIRE	45
CHAPITRE 9 : FIN DE LA CONCESSION	47
ARTICLE 56 - FAITS GENERATEURS	47
ARTICLE 57 - DISSOLUTION, REDRESSEMENT JUDICIAIRE, LIQUIDATION JUDICIAIRE	47
ARTICLE 58 - SUSPENSION OU INTERRUPTION DE L'EXPLOITATION	47
58.1 Suspension en cas de non-respect des conditions de sécurité	47
58.2 Suspension en cas de sinistre	48
58.3 Suspension par l'Autorité concédante	48
ARTICLE 59 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	48
ARTICLE 60 - RESILIATION JURIDICTIONNELLE OU PAR VOIE DE CONSEQUENCE	49
ARTICLE 61 - FIN D'EXPLOITATION - REMISE DES BIENS, EQUIPEMENTS ET MATERIELS	49
ARTICLE 62 - CONTINUITE DE SERVICE EN FIN DE CONTRAT ET TRANSFERT DU SERVICE A UN NOUVEL EXPLOITANT OU REPRISE DU SERVICE	50
CHAPITRE 10 - SERVICE DE CONCIERGERIE	52
ARTICLE 63 - CONTEXTE ET OBJECTIFS	52
ARTICLE 64 - PRESTATIONS ATTENDUES	52
ARTICLE 65 - COMMUNICATION ET PRESENCE DANS L'ETABLISSEMENT	53
ARTICLE 66 - INFORMATION PATIENTELE	53
ARTICLE 67 - DELAIS ET CONDITIONS D'EXECUTION	53
ARTICLE 68 - HORAIRES DE PRESENCE ET D'OUVERTURE DU COMPTOIR DE CONCIERGERIE	54
ARTICLE 69 - PRESTATIONS DE SERVICES POUR LES USAGERS ET PRIX	54
ARTICLE 70 - ORGANISATION DES ESPACES MIS A DISPOSITION	54
- Comptoir et espace de stockage pour la conciergerie	54
ARTICLE 71 - IDENTIFICATION DU PERSONNEL	55
ARTICLE 72 - SUIVI DE LA PRESTATION ET EFFICIENCE	55
CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS DIVERSES	55
ARTICLE 73 - INSERTION SOCIALE	55
ARTICLE 74 - RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE	56
ARTICLE 75 - CAUSES LEGITIMES	57
ARTICLE 76 - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION	58
ARTICLE 77 - ASSURANCE	58
77.1 Dispositions générales	58
77.2 Obligations du Concessionnaire en cas de sinistre	59
77.3 Justification des assurances	59
ARTICLE 78 - REGLEMENTATION ET SECURITE	59
ARTICLE 79 - EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION	60
ARTICLE 80 - PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE	61
ARTICLE 81 - INTERLOCUTEUR UNIQUE	62
ARTICLE 82 - INTUITU PERSONAE /SOUS TRAITANCE/SUBDELEGATION/SOUS-LOCATION	63
82.1 Intuitu personae	63
82.2 Sous-traitance - Subdélégation	63
82.3 Sous-location	64
ARTICLE 83 - NOTIFICATIONS - MISES EN DEMEURE	64

ARTICLE 84	- NON VALIDITE PARTIELLE.....	64
ARTICLE 85	- PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE EN FIN DE CONTRAT.....	65
ARTICLE 86	- INFORMATION DES CANDIDATS A LA CONCESSION DU SERVICE	65
ARTICLE 87	- REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	66
ARTICLE 88	- LITIGES	66
ARTICLE 89	- ANNEXES	66

Entre :

Le CENTRE HOSPITALIER D'ARRAS, 3 Bd Georges Besnier, 62000 Arras, représenté par son Directeur général,

[Il est rappelé aux candidats qu'à l'issue de la consultation trois contrats seront signés

- Un contrat pour les besoins du Centre Hospitalier d'Arras concernant l'ensemble des services ;
- Deux contrats pour les besoins des Centres Hospitaliers du Ternois et de Bapaume concernant uniquement la gestion et l'installation des distributeurs automatiques]

Et ci-après dénommé « l'Autorité concédante »

D'une part,

Et [A compléter par le candidat]

La société (Raison sociale) :

Adresse :

Code postal :

Bureau distributeur :

Téléphone :

Fax :

Courriel :

Numéro SIREN :

Numéro au registre du commerce :

Ou au répertoire des métiers :

Code NAF :

Capital social de (en euro) :

Représentée par :

Signataire :

Nom :

Prénom :

Qualité :

Le cas échéant :

Forme du groupement :
..

Prestations exécutées
par les membres du ..
groupement :

Et ci-après dénommée le « Concessionnaire »,

D'autre part,

ET CONVENU CE QUI SUI

CHAPITRE 1 : PRINCIPES GENERAUX

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONCESSION

Par le présent contrat, l'Autorité concédante délègue au Concessionnaire plusieurs services dont les conditions d'exploitation sont détaillées dans le présent contrat.

Certains chapitres sont communs à l'ensemble des services :

- Chapitre 1 relatif aux principes généraux,
- Chapitre 5 relatif à l'inventaire des biens du service,
- Chapitre 6 relatif aux dispositions financières,
- Chapitre 7 relatif au contrôle de la concession,
- Chapitre 8 relatif aux sanctions,
- Chapitre 9 relatif à la fin de la concession,
- Chapitre 11 Dispositions diverses

Lorsque des dispositions s'appliquent à un service spécifique, le contrat l'indique de façon expresse, suivant la décomposition indiquée ci-après :

Objet	Conditions d'exploitation
Aménagement, équipement et exploitation de l'espace cafétéria (uniquement pour le Centre hospitalier ARRAS)	Chapitres 2 (aménagement) et Chapitre 3 (exploitation)
Installation et exploitation de distributeurs automatiques (pour l'ensemble des trois établissements)	Chapitre 4 (exploitation)

La gestion du service est assurée par le concessionnaire à ses risques et périls, dans le souci d'assurer la conservation du patrimoine affecté au service, la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité, la qualité et la neutralité dans le cadre de l'exécution du service, ainsi que l'égalité de traitement de l'ensemble des usagers.

Le concessionnaire prend en charge un risque d'exploitation, à ce titre, il ne pourra émettre aucune réclamation si la fréquentation prévisionnelle qu'il a estimée ne correspond pas à la fréquentation réelle du service compte-tenu.

Le Concessionnaire assure la gestion, la surveillance, l'entretien et la maintenance des dépendances déléguées et des biens utiles et nécessaires à l'exploitation du service.

Le Concessionnaire est seul responsable de la gestion financière du service. Sa rémunération au titre du contrat dépend exclusivement du prix des prestations perçues auprès des usagers, conformément aux tarifs fixés en accord avec l'Autorité concédante.

Le Concessionnaire verse une redevance à l'Autorité concédante.

Le candidat attributaire du contrat a présenté des documents qui constituent des engagements de sa part, prévus en Annexes.

Toute clause contraire aux dispositions du contrat de concession ou des Annexes remises par l'Autorité concédante portées dans les Annexes remises par le candidat dont notamment, les tarifs et la documentation, est réputée nulle et non écrite.

ARTICLE 2 – FORMATION DE LA CONVENTION

La société [A compléter par le candidat] exploite le service visé à l'article 1^{er} en qualité de Concessionnaire.

La société [A compléter par le candidat] accepte de prendre en charge la gestion du service dans les conditions de la présente Convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONCESSION

Le présent contrat est conclu pour une durée de 60 mois 5 ans, à compter du 23/12/2025.
Il pourra être reconduit 2*6mois.

Cette durée est fixée en fonction de la nature des prestations et du montant des investissements demandés au concessionnaire, en raison des aménagements et travaux qu'il doit réaliser.

Concernant boutique/presse-cafeteria/conciergerie ou restauration rapide du Centre hospitalier d'ARRAS, le concessionnaire dispose d'un délai pour réaliser les aménagements prenant fin au plus tard au 23/02/2026 et démarrant à compter de la notification du contrat. Pendant la durée de réalisation des aménagements, le concessionnaire doit proposer une offre transitoire aux usagers afin d'assurer la continuité du service, conformément au présent contrat de concession (Article 10).

ARTICLE 4 - CHAMP DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION DOMANIALE

4.1 Mise à disposition d'un espace foncier

L'Autorité concédante met à la disposition du Concessionnaire les emprises décrites ci-après :

1. Espace cafétéria

Cette surface mise à disposition est décrite en Annexe 1.

2. Distributeurs automatiques

Les surface mise à disposition est décrite en Annexe 2 :

- Annexe 2.1 : Centre hospitalier d'Arras ;
- Annexe 2.2 : Centre hospitalier du Ternois
- Annexe 2.3 : Centre hospitalier et de Bapaume

Le Concessionnaire est réputé connaître les locaux mis à disposition et ne pourra exercer aucun recours à ce titre contre l'Autorité concédante et ce pour quelque motif et à quelque moment que ce soit.

Le concessionnaire pourra aménager une partie de la surface concédée afin de créer un espace de stockage.

Ces espaces et ces aménagements demeurent la propriété de l'Autorité concédante.

4.2 Affectation de l'espace foncier

L'espace foncier mis à disposition est affecté exclusivement aux services décrits à l'Article 1^{er} de la présente convention.

Chaque espace identifié peut être dédié exclusivement au service qui lui correspond comme indiqué à l'Article 4.1.

Le Concessionnaire ne peut pas changer l'affectation des installations ni modifier leur consistance sans l'accord écrit préalable de l'Autorité concédante.

4.3 Exploitation concurrente

Durant toute la durée de la convention, l'Autorité concédante garantit à l'exploitant la jouissance d'un droit exclusif pour l'exploitation des services visés dans le cadre du présent contrat.

Les éléments suivants sont portés à la connaissance du concessionnaire qui ne pourra émettre aucune réclamation sur ce point :

- En parallèle des cafétérias, l'Autorité concédante tient à la disposition de son personnel un self ouvert 5 jours / 7jours.

Le concessionnaire prend en compte ces éléments dans le cadre de son offre technique et financière et ne pourra former aucune réclamation sur ce point, notamment si la fréquentation prévisionnelle qu'il a estimée ne correspond pas à la fréquentation réelle du service compte-tenu de cette offre concurrente.

CHAPITRE 2 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'INSTALLATION DES SERVICES

Ce Chapitre concerne exclusivement le Centre hospitalier d'ARRAS.

ARTICLE 5 – OBJET DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'INSTALLATION

Les travaux d'aménagement et l'équipement des locaux décrits dans la présente concession sont à la charge et sous l'entière responsabilité du concessionnaire.

Le concessionnaire assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement ainsi que l'ensemble des démarches administratives nécessaires. Les documents seront soumis à l'Autorité concédante pour dépôt auprès des pouvoirs publics.

Le Concessionnaire réalise l'aménagement, l'équipement et l'exploitation de l'espace boutique/presse-cafeteria ou restauration rapide.

L'ensemble des travaux, aménagement doivent être proposés par le concessionnaire et validés par l'autorité concédante.

ARTICLE 6 - PLANNING

Après la notification du contrat de concession, la date de début des travaux d'aménagement et d'équipements sera fixée par ordre de service.

Pour information, sont indiquées ci-après l'échéance des précédents contrats :

Objet	Échéance du précédent contrat	Ouverture du service
Aménagement, équipement et exploitation de l'espace cafétéria	22/12/2025	23/12/2025

Nota :

- Dès le lendemain de l'échéance des contrats actuels, le concessionnaire doit assurer la continuité du service. Il doit proposer une offre transitoire et limitée strictement à la durée nécessaire de réalisation des travaux d'aménagement.
- Le délai d'ouverture du service sur lequel le Concessionnaire s'engage, prend en compte les délais de constatation de la conformité des travaux prévus à l'Article 9.
- Le concessionnaire doit se rapprocher de la société sortante afin d'organiser la reprise du service, en garantissant la continuité et la qualité du service auprès des usagers.
- A défaut de respecter les délais contractuels d'ouverture du service, le concessionnaire peut se voir infliger les pénalités prévues par le contrat.
- Le date à laquelle les travaux d'aménagement doivent être réalisés et le service ouvert, au plus tard, est le 23/02/2026 conformément à l'article 3 du présent contrat.

ARTICLE 7 - TRAVAUX D'AMENAGEMENTS

Le Concessionnaire est chargé d'aménager et d'équiper à ses frais les surfaces affectées à l'occupation.

Les travaux et équipements doivent répondre à l'ensemble des normes en vigueur, s'agissant de locaux recevant du public dont notamment, l'accessibilité PMR, la sécurité incendie, la sûreté, l'hygiène et doivent s'intégrer au site et à son organisation générale.

Le Concessionnaire s'engage à n'entreprendre aucune modification, adjonction ou suppression des existants avant ses travaux d'aménagement sans l'accord écrit de l'Autorité concédante.

Des travaux d'aménagement pourront être prescrits par l'Autorité concédante autant que nécessaire soit pour maintenir une qualité d'accueil équivalente aux standards du site soit pour maintenir ou développer les fonctions existantes ou nouvelles afin d'assurer aux usagers un service de qualité sur toute la durée du contrat.

Le projet devra s'inscrire dans l'ambiance architecturale existante et projetée des lieux concernés, pour bien en comprendre l'esthétique des croquis seront fournis pour chaque emplacement accueillant du public ANNEXE 12.

Le Concessionnaire fait son affaire de l'obtention de l'ensemble des autorisations nécessaires à la réalisation des éventuels travaux d'aménagement conformément à l'Article 8.

Dès l'attribution du contrat, le Concessionnaire et l'Autorité concédante se rencontrent afin de s'organiser dans les conditions prévues par le présent chapitre.

ARTICLE 8 – OBTENTION DES AUTORISATIONS NECESSAIRES

8.1 Autorités administratives compétentes

Le concessionnaire fait son affaire de l'obtention auprès des autorités administratives compétentes des autorisations relatives aux travaux. Les documents seront soumis à l'Autorité concédante pour dépôt auprès des pouvoirs publics.

Le concessionnaire doit préparer l'ensemble des dossiers nécessaires pour l'obtention des autorisations administratives liées à l'aménagement et à l'accueil du public tant pour la sûreté que la sécurité et l'accessibilité du public et notamment des personnes en situation de handicap (PMR).

Le concessionnaire sera tenu de présenter à l'Autorité concédante les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux sur simple demande de sa part.

8.2 Autorité concédante

Les projets relatifs aux aménagements et travaux doivent être soumis à la validation préalable de l'Autorité concédante.

Les projets ont fait l'objet de visuels/croquis prévus en Annexe 11

Si des travaux ou modifications des locaux sont réalisés sans l'accord de l'Autorité concédante, celui-ci est en droit d'exiger la remise en l'état antérieur dans les plus brefs délais et aux frais du Concessionnaire.

Le cas échéant, le Concessionnaire doit obtenir les autorisations des services compétents de l'Autorité concédante avant d'entreprendre les travaux d'aménagement.

Les conditions de suivi des travaux et de participation de l'Autorité concédante sont décrites à l'Article 9.

8.3 Architecte ayant conçu le bâtiment

Le projet doit, le cas échéant, être transmis à l'architecte de l'Autorité concédante. Le concessionnaire doit suivre les prescriptions de l'architecte, et procéder, le cas échéant, aux modifications nécessaires, à ses frais.

8.4 Missions de contrôles

Le concessionnaire contractualisera en tant que maître d'ouvrage, des missions nécessaires pour l'opération comme : Un bureau de contrôle, un Coordonnateur des systèmes de Sécurité Incendie, un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, et autres

ARTICLE 9 – SUIVI DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT

9.1 Principe général

L'Autorité concédante, accompagnée des tiers de son choix, peut accéder au chantier à tout moment. Elle se conforme aux règles de prudence et de sécurité en vigueur sur le site qui sont portées à sa connaissance par le Concessionnaire.

L'Autorité concédante peut assister aux réunions de chantier et, à la suite de ces réunions ou des visites effectuées par ses représentants, communiquer au concessionnaire, dans un délai de 4 jours suivant la réunion ou la visite, ses observations quant à l'exécution des travaux.

La présence ou l'absence de l'Autorité concédante aux réunions de chantier, les observations ou l'absence d'observations de sa part, ne peuvent en aucun cas dégager le Concessionnaire des responsabilités afférentes à sa qualité de maître de l'ouvrage et à ses obligations contractuelles.

En cas d'observations de la part de l'Autorité concédante pendant l'exécution des travaux d'aménagement, le concessionnaire indique quelle(s) suite(s) il entend donner à ces observations dans un délai de 4 jours suivant leur réception.

9.2 Réception des travaux

Le Concessionnaire procède, en sa qualité de maître de l'ouvrage, à la réception des travaux d'aménagement et d'équipement.

Il informe l'Autorité concédante de la date prévisionnelle de réception des travaux avec un préavis minimum de 15 jours, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A compter de cette information, il informe sans délai l'Autorité concédante de toute évolution de cette date prévisionnelle.

Le concessionnaire invite le cas échéant l'Autorité concédante aux opérations de réception. L'intervention de l'Autorité concédante, dans le cadre de la réception des travaux, n'a pas pour effet direct ou indirect de lui conférer d'une quelconque manière la qualité de maître d'ouvrage.

9.3 Constatation de la conformité des travaux

Les opérations de constatation de conformité ont lieu avant et après la réception de travaux.

La constatation de conformité désigne les opérations ayant pour objet de vérifier que les travaux ont été réalisés conformément aux stipulations du présent contrat et notamment à l'Annexe 11 relative aux visuels et croquis, que les éléments d'équipement nécessaires à l'utilisation de l'ouvrage ont été réalisés ou installés, et que toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exploitation du service ont été obtenues par le Concessionnaire.

La constatation de conformité ne saurait en rien dégager le concessionnaire de ses obligations contractuelles, en particulier en termes de qualité des prestations et de bon fonctionnement des installations.

Le concessionnaire notifie par écrit à l'autorité concédante aux opérations de constatation de conformité avec un préavis qui ne peut être inférieur à 15 jours. Le concessionnaire communiquera à minima les documents des ouvrages exécutés et tous les documents de vérification de travaux (RVRAT, VIEL, stabilité des ouvrages à froid,...)

Les opérations de vérification font l'objet d'un procès-verbal écrit, daté et signé conjointement par les parties. Une fois effectuées toutes les vérifications, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de la date d'achèvement, l'autorité Concédante peut :

- Prononcer la constatation de conformité sans réserve ;
- Prononcer la constatation de conformité avec réserves (non-conformités mineures) ;
- Refuser la constatation de conformité s'il est constaté des non-conformités majeures par rapport aux obligations contractuelles du concessionnaire.

La constatation de conformité avec réserves impose la réalisation par le concessionnaire des travaux nécessaires pour la levée des réserves dans un délai maximal de 1 mois à compter de la date de signature de notification de la décision de l'Autorité concédante.

En cas de refus de constatation de conformité, le concessionnaire reprend les travaux et présente à l'approbation de l'autorité concédante, dans les mêmes conditions que celles exposées précédemment, les travaux complétés et/ou modifiés conformément à ses observations, pour permettre la mise en service effective du service conformément à ses obligations contractuelles.

A défaut, l'autorité concédante pourra résilier le contrat de concession pour faute du concessionnaire.

En cas de retard, les pénalités prévues à l'ARTICLE 50 peuvent être appliquées.

ARTICLE 10 – CONTINUITE DU SERVICE PENDANT LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT

Le Concessionnaire assure la continuité du service y compris pendant les travaux d'aménagement, y compris dans le bâtiment Artois. Les usagers ne devront pas subir de rupture dans la continuité du service rendu dans la présente concession qui bénéficie d'une antériorité.

Le Concessionnaire doit assurer un service minimum et une activité minimale pendant la réalisation des travaux d'aménagement dans des conditions fixées conjointement entre le Concessionnaire et l'Autorité concédante définies en Annexe 9.

ARTICLE 11 – EQUIPEMENTS ET MATERIELS

L'achat des équipements et matériels nécessaires au fonctionnement du service est assuré par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire accompagne autant que nécessaire les évolutions des bâtiments ou l'apparition de nouveau besoin en déplaçant ou en ajoutant des matériels.

ARTICLE 12 – TRAVAUX DE RACCORDEMENT

Le concessionnaire se raccorde aux sorties de fluides eau, électricité, internet (dans la limite des puissances disponibles), les effluents, câblage informatique, le cas échéant...) mises à disposition par l'Autorité concédante.

Les locaux qui disposent d'une arrivée d'eau sont identifiés sur les annexes.

L'ensemble des locaux sont raccordés au réseau électrique.

Il procède à la pose de compteurs indépendants pour assurer le contrôle des consommations d'eau, d'électricité les frigories et calories s'ils ne sont pas existants pour l'ensemble des locaux sauf les locaux de stockage.

Ces travaux de raccordement sont réalisés par le Concessionnaire, si nécessaire, et devront faire l'objet d'une d'une définition des besoins et autorisation expresse par l'Autorité concédante.

CHAPITRE 3 – CONDITIONS D'EXPLOITATION DE L'ESPACE CAFETERIA – BOUTIQUE – PRESSE

Ce Chapitre concerne exclusivement le Centre hospitalier d'ARRAS.

ARTICLE 13 PRINCIPE GENERAL

Il est demandé au concessionnaire de veiller particulièrement :

- Au caractère accueillant et convivial des locaux,
- Au respect de l'esthétique des locaux, notamment au parfait état permanent du mobilier et de l'immobilier,
- A la qualité de l'accueil et à la propreté des locaux,
- A l'approvisionnement des produits notamment aux heures de pointe,
- A l'adaptabilité de l'offre tant en quantité qu'en diversité de manière cohérente.
- A la tenue correcte et au professionnalisme du personnel.

ARTICLE 14 - HORAIRES D'OUVERTURE

Les horaires d'ouverture des locaux sont les suivants :

	CAFETERIA
Du lundi au vendredi :	08H00 - 18H30
Le samedi	09H30 - 18H00
Les dimanches et jours fériés	10H00 - 17H00

Ces horaires d'ouverture pourront être modifiés par le Concessionnaire après autorisation de l'Autorité concédante.

Le concessionnaire pourra toutefois proposer des horaires d'ouverture plus étendus.

En cas de non-respect de ces horaires d'ouverture, des pénalités pourront être appliquées au Concessionnaire, en application de l'Article 74.

Le concessionnaire optimisera au maximum son espace extérieur, en favorisant et ce dès que les conditions météorologiques le permettront, son ouverture à la clientèle.

Une attention particulière sera apportée à sa prise en compte.

ARTICLE 15 CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX PRESTATIONS REALISEES

Au titre de sa politique en matière d'hygiène et de lutte contre les infections nosocomiales, il est précisé que la vente de fleurs coupée sous bulle d'eau est tolérée.

La vente de tabac et d'alcool est interdite.

Le concessionnaire s'engage à ne pas présenter à la vente ou vendre des publications ou produits prohibés par la loi ou interdits par l'administration de l'Autorité concédante.

ARTICLE 16 EXPLOITATION DE LA CAFETERIA

Le Concessionnaire propose les prestations suivantes :

- Restauration rapide : offre de restauration chaude et froide pour le petit déjeuner, déjeuner, dîner, chaudes ou froides à consommer sur place ou à emporter ;
- Fourniture et livraison de repas aux patients en hospitalisation ambulatoire (point qui sera clarifié lors de la prochaine unité de chirurgie ambulatoire) ;
- Offre « tea time » : boisson chaude, pâtisserie, jus de fruit ;
- Un panier anti-gaspillage alimentaire électronique ;
- Une ristourne sur les invendus du jour ;
- « doggy bags » 0 plastique et gratuits ;
- Des services complémentaires (ex : panier de légumes/fruits de saison etc...).

Les prestations du restaurant s'inscrivent dans les limites suivantes :

Boissons :

- Les bières sans alcool ne sont pas proposées à la vente

Offre alimentaire :

- Les règles sanitaires liées à la restauration devront être suivies plus particulièrement la méthode HACCP
- La vaisselle et les contenants jetables ne contiendront pas de plastique

Les prix unitaires des produits qui doivent être proposés a minima par le concessionnaire sont listés en Annexe 3.

Le Concessionnaire dispose de la faculté de décrire son offre supplémentaire pour ce service en Annexe 3 onglet « offre cafeteria complémentaire ».

Le Concessionnaire propose également les prestations suivantes :

- Vente de livres et presses quotidiennes locales (hors revues pour adulte).
- Vente d'autres produits associés
- Vente de snacking
- Vente de boissons chaude

- Collations pour les services d'hospitalisations de jour et agents à livrer (formule, végétarienne ; Croquemonsieur +compote ; sandwich + dessert ; sucrée (boisson +croissant +dessert, tea time)

La vente de produits tels que des produits parapharmaceutiques est autorisée.

La gamme de produits offerts à la vente devra obligatoirement être validée par la direction de l'Autorité concédante avant commercialisation.

La vente, l'annonce et l'étalage de toutes publications faites dans un but de diffamation, de chantage, d'atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre et à la discipline dans les services de l'Autorité concédante sont interdites. La vente de jeux de hasards est interdite.

Pour les journaux locaux, le prestataire s'engage à présenter les éditions du matin au soir le jour même de leur parution.

Pour les journaux nationaux, une offre élargie sera présente (la liste sera présentée à l'autorité concédante).

ARTICLE 17 QUALITE ET DIVERSITE DES PRODUITS

Les produits alimentaires présentés à la vente devront être de bonne qualité et répondre à toutes les prescriptions relatives à la protection des aliments et à l'hygiène publique.

Le concessionnaire devra respecter la chaîne du froid (de la production, transport, à la mise en place et conservation).

Le concessionnaire s'oblige à mettre en vente les produits listés en Annexe.

Le concessionnaire s'engage à utiliser les circuits courts en particulier pour les fruits et légumes.

Selon les produits concernés les mentions suivantes devront apparaître :

- DDM (date de durabilité minimum) ;
- DLC (date limite de consommation).

La gamme et la variété des produits pourront évoluer en fonction de la consommation constatée par le prestataire, après accord de l'Autorité concédante.

ARTICLE 18 REGLEMENT DES PRESTATIONS PAR LES USAGERS

Une caisse automatique de gestion des espèces et d'encaissement par cartes bancaires est installée par le concessionnaire proportionnellement au nombre de points de vente.

Le Concessionnaire doit utiliser un logiciel de caisse ou un système de caisse satisfaisant à des conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données en vue du contrôle de l'administration fiscale, attestées par un certificat délivré par un organisme accrédité dans les conditions rappelées par la publication au bulletin officiel des finances publiques BOI-TVA-DECLA-30-10-30 du 04 juillet 2018 ou par une attestation individuelle de l'éditeur, conforme à un modèle fixé par l'administration.

Le Concessionnaire prévoit un terminal de paiement sans contact (téléphone et cartes bleues).

Le règlement en espèces, par chèque ou par carte bancaire sera obligatoirement accepté.

Le concessionnaire pourra également prévoir, en sus, un paiement par voie digitale et des cartes de fidélités.

ARTICLE 19 PROPRETE DU LOCAL, DES EQUIPEMENTS ET DE SES ALENTOURS

Le Concessionnaire assurera le nettoyage des locaux mis à sa disposition ainsi que du matériel.

A ce titre, le Concessionnaire devra assurer quotidiennement les prestations de bionettoyage des espaces concédés.

Le Concessionnaire s'oblige à maintenir le matériel et notamment les équipements qu'il fournit pour l'exploitation du service en parfait état de fonctionnement et de propreté. Les alentours de l'espace concédé, ainsi que l'emplacement réservé à la consommation devront être parfaitement entretenus.

Il en sera de même pour les itinéraires utilisés lors des opérations d'approvisionnement ou d'évacuation des objets ou emballages qui seront assurés directement par le Concessionnaire.

Le concessionnaire s'engage à enlever, stocker le matériel et les équipements qu'il utilise dans des lieux appropriés lors des périodes de non-occupation, de travaux, de nettoyage.

L'Autorité concédante se réserve le droit de faire visiter à tout moment les locaux par son personnel (techniques, hygiène et conditions de travail).

ARTICLE 20 SIGNALETIQUE ET PUBLICITE

Tout affichage réalisé par le Concessionnaire n'est autorisé que dans le cadre des activités objet du contrat.

Le Concessionnaire devra identifier le logo et la dénomination de l'Autorité concédante.

Le Concessionnaire prendra à sa charge la signalétique concernant la localisation des locaux et leur destination dans le but de faciliter l'accès des usagers et l'attractivité du service après validation du service communication de l'Autorité concédante.

Aucune signalétique ou publicité ne pourra être mise en place sans l'autorisation expresse de l'Autorité concédante.

Les maquettes précisant la nature, les couleurs, les dimensions ainsi que les emplacements de ces inscriptions doivent être soumises à l'autorisation préalable de l'Autorité concédante et doivent être en conformité avec l'aménagement des locaux de l'hôpital.

La signalétique de type vitrophanie est à la charge du concessionnaire après validation de l'Autorité concédante.

Le candidat peut se référer à la charte signalétique existante, en Annexe 12.

L'Autorité concédante se réserve le droit d'exiger la suppression de toute publicité qui ne lui paraîtrait pas conforme à ces prescriptions.

A l'intérieur de locaux mis à disposition sont seuls autorisés les systèmes de publicité constituant un rappel des produits vendus ou de leur marque. Le Concessionnaire peut également faire figurer les inscriptions se rapportant à l'indication de sa raison sociale ainsi qu'à la nature de son activité. Toute autre inscription doit faire l'objet d'une autorisation écrite de l'Autorité concédante.

Le Concessionnaire devra afficher clairement dans les espaces de vente :

- les horaires d'ouverture,
- la nature des produits proposés à la vente ainsi que toutes les indications obligatoires concernant ces produits prévues par la législation et la réglementation en vigueur,
- les prix nets (service et TVA compris) des produits proposés à la vente,
- la prévention et l'éducation nutritionnelle : le Concessionnaire sera tenu de mettre en place une information destinée aux usagers sur les aspects diététiques et nutritionnels des produits et des menus.

La signalétique intérieure au bâtiment mais étrangère aux services exploités concessionnaire reste à la charge de l'Autorité concédante.

La signalétique extérieure au bâtiment reste à la charge de l'Autorité concédante.

ARTICLE 21 ENTRETIEN, REPARATIONS COURANTES ET MAINTENANCE

Le concessionnaire fait son affaire de l'entretien et du renouvellement des biens nécessaires au service concédé.

Le Concessionnaire prend à sa charge et sous sa responsabilité tous les travaux préventifs et curatifs d'entretien et de maintenance nécessaires au maintien des ouvrages installations et équipements en bon état de fonctionnement, ainsi que les réparations de tous les dommages éventuellement causés aux ouvrages, installations et installations ou à ce qui en dépend (bâtiments, matériels et équipements réseaux, plomberie, éventuels végétaux mis en place etc.).

Le Concessionnaire prend à sa charge toutes les réparations et tous les remplacements de pièces ou parties d'équipement individualisées nécessaires au maintien des ouvrages, installations et équipements en bon état de fonctionnement qui ne relèvent pas de l'entretien et de la maintenance.

Dans le cas où le concessionnaire ne remplirait pas les obligations lui incombant au titre du présent contrat, l'Autorité concédante pourra faire procéder, aux frais du concessionnaire, à l'exécution des travaux et à l'achat du matériel et aux réparations nécessaires au bon fonctionnement du service, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de 10 jours.

Ce délai pourra être prolongé après accord de l'Autorité concédante, dans le cas où le délai d'exécution des travaux ou de livraison du matériel nécessaire serait supérieur à 20 jours.

En cas de carence, le Concessionnaire s'exposera également à une pénalité prévue au présent contrat.

Le concessionnaire intègre dans le rapport annuel prévu à l'Article 70, le programme chiffré des travaux de renouvellement, d'entretien et de réparations courantes qu'il compte réaliser l'année suivante. Ces travaux sont à la charge du concessionnaire.

Reste à la charge de l'Autorité concédante les seuls travaux de gros entretien des ouvrages mis à disposition du concessionnaire qui incombent en principe au propriétaire.

En cas de travaux nécessaires, l'Autorité concédante s'efforce de réduire autant que possible la gêne qui pourrait en résulter pour le Concessionnaire.

ARTICLE 22 DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Concessionnaire exploite le service en proposant une offre alimentaire la plus saine et la plus vertueuse possible en termes de développement durable.

Une Annexe 16 est à compléter par les candidats.

ARTICLE 23 ANIMATIONS

Le Concessionnaire s'engage à participer aux manifestations organisées au sein de l'hôpital et à la vie de l'hôpital pour marquer différents moments de l'année.

En outre, il proposera des menus spécifiques par exemples :

- des menus à thèmes.
- des menus « fêtes calendaires » (ex. Fêtes de fin d'année etc...).
- la vente de produits spécifique au titre de la semaine du gout ou tout autres actions de prévention

Les engagements du Concessionnaire relatifs aux manifestations organisées au sein de l'hôpital seront listés en Annexe 10 par le candidat.

Lors de chaque bilan au quadrimestre, le concessionnaire présentera en plus des autres éléments demandés, les animations réalisées et celles à venir.

ARTICLE 24 CONTINUITE DU SERVICE

Tout arrêt du service doit faire l'objet d'une information préalable auprès de l'Autorité concédante présentant l'origine de l'arrêt, sa durée prévisible et les solutions techniques ou de remplacement que le Concessionnaire envisage de mettre en œuvre.

Tout arrêt qui n'aura pas donné lieu à une information préalable à l'Autorité concédante devra faire l'objet d'une notification de la part du concessionnaire dans un délai de 12 heures à compter de la date de commencement de l'arrêt et devra notamment indiquer la cause de l'arrêt et les solutions techniques et ou de remplacement que le concessionnaire envisage de mettre en œuvre afin d'assurer la continuité de l'exploitation.

En tout état de cause, tout arrêt du service pourra entraîner la mise en cause de la responsabilité du Concessionnaire dans les conditions prévues par le présent contrat sauf en cas de cause légitime prévue à l'Article 65 ou en cas de force majeure au sens de la jurisprudence pour non-respect des horaires d'ouverture.

En cas d'absence ou de congés du personnel, la fermeture du point de vente ou le fonctionnement en mode dégradé n'est pas autorisé.

ARTICLE 25 DISPOSITION DIVERSES

25.1 Fluides et charges

Les dépenses liées à la consommation en eau et électricité, chaud, froid seront réglées par le Concessionnaire sur la base de sa consommation réelle une fois par an. Ce choix fera l'objet d'une réunion de mise au point de marché avant le début d'exécution. En cas de facturation sur la base de consommation réelle, le relevé des consommations sera effectué annuellement par un représentant de la Direction des Ressources Logistiques et Techniques de l'établissement. Les compteurs sont installés par le concessionnaire.

Le concessionnaire ouvrira à sa charge les lignes téléphoniques et internet dont il aura besoin et assurera le coût des consommations téléphoniques.

Les frais relatifs aux communications et abonnements, pour le téléphone et le Terminal de Paiement Electronique (TPE) notamment et toutes les autres dépenses liées à l'exercice de son activité, sont à la charge du concessionnaire.

Le Concessionnaire fera procéder aux vérifications périodiques obligatoires (électricité, gaz, etc.) par un organisme agréé et les communiquera à l'autorité concédante.

25.2 Equipements

L'achat des équipements et matériels nécessaires à l'exploitation sera assuré par le concessionnaire.

25.3 Gestion des déchets

Pour l'évacuation des ordures ménagères et des emballages vides recyclables, le Concessionnaire s'engage à se conformer aux consignes de tri des déchets de l'Autorité concédante et à appliquer les évolutions de ces consignes qui pourraient intervenir en cours de marché. Il proposera des containers dédiés qui pourront être quantifiés et fera l'objet d'une tarification

Les producteurs de déchets doivent veiller à choisir des filières conformes à la réglementation et s'assurer de la bonne fin de leur élimination ou valorisation. Des dispositions spécifiques de traçabilité accompagnent ce principe.

Sur la base des calculs réalisés et concernant la cafeteria, le centre hospitalier d'Arras facturera un forfait annuel de 300€ comprenant la collecte externe et le traitement des déchets ménagers ainsi qu'un forfait de 65€ annuel pour le traitement des cartons.

Ce point pourra être revue annuellement avec le responsable déchet du centre hospitalier d'Arras, le concessionnaire fera un effort pour augmenter la part des déchets valorisés.

CHAPITRE 4 – EXPLOITATION DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

ARTICLE 26 EMBLEMENTS DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

Le Concessionnaire assure l'installation et l'exploitation de distributeurs.

En cours d'exécution du contrat, le Concessionnaire est libre de proposer des emplacements alternatifs ou supplémentaires à ceux existants, dans l'objectif de rendre un meilleur service aux usagers. L'Autorité concédante se réserve le droit de donner suite ou non à ces propositions.

Pour des situations particulières, l'Autorité concédante, pourra obtenir du Concessionnaire la mise à disposition de machines adaptées à de petits espaces (exemples salles de pause, salles de réunion, self).

Il accompagne autant que nécessaire les évolutions des bâtiments ou l'apparition de nouveaux besoins en déplaçant ou en ajoutant de nouveaux distributeurs.

Si des modifications des emplacements concédés sont réalisées sans l'accord de l'Autorité concédante, celle-ci est en droit d'exiger la remise en l'état antérieur dans les plus brefs délais et aux frais du Concessionnaire.

ARTICLE 27 RACCORDEMENT ET INSTALLATION

27.1 Planning

Pour information, sont indiquées ci-après l'échéance des précédents contrats sont les suivantes :

Objet	Échéance du précédent contrat	Ouverture du service
Installation et exploitation de distributeurs automatiques	22/12/2025	23/12/2025

Nota :

- Dès le lendemain de l'échéance des contrats actuels, le concessionnaire doit assurer la continuité du service et installer les distributeurs.
- Le concessionnaire doit se rapprocher de la société sortante afin d'organiser la reprise du service, en garantissant la continuité et la qualité du service auprès des usagers.
- Les distributeurs devront être mis en place au premier jour de l'exploitation du contrat sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'Article 74.

27.2 Raccordement

Le concessionnaire se raccorde aux sorties de fluides eau, électricité, internet (dans la limite des puissances disponibles), les effluents, câblage informatique, le cas échéant...) mises à disposition par l'Autorité concédante et/ou prend en charge les raccordements aux énergies et fluides.

Le Concessionnaire devra prévoir un raccordement à internet pour le paiement sans contact (CB et téléphone) des distributeurs (Ethernet ou borne relai).

Le Concessionnaire prend à sa charge l'ensemble des frais liés à la mise en place des distributeurs (transport, matériel, branchement...).

Le Concessionnaire fait procéder aux vérifications périodiques obligatoires (électricité, SSI etc.) par un organisme agréé.

Les consommations d'électricité des DA seront refacturées sur la base d'un loyer de 20€ TTC/mois et par appareil par l'autorité concédante au concessionnaire.
La facturation sera trimestrielle.

En cas de retard, les pénalités prévues à l'Article 74 pourront être appliquées par l'Autorité concédante

27.3 Installation

Le Concessionnaire prend en charge l'installation des distributeurs.

Les distributeurs devront suivre les évolutions technologiques afférentes à ce matériel. Les distributeurs ne devront connaître aucune obsolescence. Le changement du matériel dû au suivi des évolutions technologiques devra être entièrement pris en charge par le Concessionnaire.

ARTICLE 28 REGLEMENT DES PRESTATIONS PAR LES USAGERS

Les distributeurs automatiques devront garantir aux usagers de l'Autorité concédante un paiement par carte bancaire et par téléphone. A ce titre, les distributeurs automatiques devront comprendre un lecteur sans contact acceptant l'utilisation de carte bleue mais aussi des téléphones (lecteur NFC).

Les distributeurs devront également comporter un monnayeur (paiement en espèce).

ARTICLE 29 NATURE DES PRODUITS PROPOSES

Le Concessionnaire s'assure de l'approvisionnement et de l'entretien des distributeurs et de leur environnement. La livraison de ces approvisionnements est à la charge du Concessionnaire.

L'approvisionnement sera fait en fonction des débits réalisés et des DLC (date limite de consommation) sur chaque automate du lundi au dimanche.

En cas d'impossibilité d'approvisionner un ou plusieurs produits, dûment justifiée par le Concessionnaire, le Concessionnaire prendra les mesures nécessaires pour approvisionner les automates par des produits similaires.

Les distributeurs proposeront notamment les choix suivants :

- des boissons chaudes (café, chocolat, thé etc.)
- des boissons fraîches (en canette ou en bouteille) (sodas, jus de fruits, eaux minérales etc.)

- des denrées alimentaires gourmandes et saines (confiseries, produits frais, viennoiseries, sandwichs etc.)
Ces éléments sont à détailler en annexe 3 offre complémentaire DA .

L'offre s'inscrit dans les limites suivantes :

Boissons :

La vente de boissons alcoolisées est strictement interdite
Les bières sans alcool ne sont pas proposées à la vente
Les gobelets seront 100% compostable

ARTICLE 30 OFFRE ALIMENTAIRE

L'offre alimentaire pourra proposer des plats végétariens, végétaliens et sans allergène.

Le concessionnaire doit fournir une liste des produits qui devra être conforme à l'Annexe 3 (onglets DA).

Le concessionnaire dispose de la faculté de proposer une offre complémentaire identifiée à l'Annexe 3 (onglet DA).

Ces Annexes indique également les prix des produits.

Dans l'hypothèse, où le Concessionnaire souhaite introduire de nouveaux produits à la vente en cours de contrat, il devra au préalable recueillir l'autorisation écrite de l'Autorité concédante.

L'Autorité concédante se réserve le droit de demander le retrait ou la suppression de certains produits des distributeurs sans que le concessionnaire puisse s'y opposer.

Dans ce cas, le Concessionnaire proposera immédiatement un produit de substitution conforme aux attentes de l'Autorité concédante.

ARTICLE 31 TYPE DE MATERIEL ET HABILLAGE

Les machines comportent dans leur habillage l'identification visuelle du Concessionnaire.

L'ensemble des distributeurs installés sont neufs.

Le contrat inclut les évolutions possibles et les améliorations des distributeurs en fonction des dernières technologies, concernant notamment le paiement.

Les machines devront être en état de fonctionner 7j/7, 24h/24 et devront être réapprovisionnées autant que nécessaire.

Le concessionnaire assure en permanence une supervision sur l'état de fonctionnement de tous les distributeurs, une maintenance automatique est prévue en cas de panne.

Un service de hotline devra être proposé à l'Autorité concédante 7j/7, 24h/24.

En cas de panne, le Concessionnaire s'engage à intervenir dans le délai de 24 heures sous peine d'encourir des pénalités prévues à l'Article 49.4 du présent contrat. Ce délai est applicable 7j/7 week-end et jours fériés inclus.

Le Concessionnaire peut proposer un délai d'intervention inférieur mais en aucun cas ce délai ne saurait être supérieur à 24h.

Le Concessionnaire doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de procéder au remplacement du distributeur défectueux par un matériel équivalent pendant toute la période d'immobilisation, après en avoir informé l'Autorité concédante.

Ce remplacement n'empêche pas l'application de pénalité tant que le matériel n'est pas remplacé.

En cas de pannes successives sur un distributeur donné, entraînant plus de cinq interventions techniques au cours d'une période de 1 mois, le Concessionnaire s'engage à procéder au remplacement du matériel défectueux dans un délai maximal de 7 jours (weekends et jours fériés inclus) sous peine d'encourir des pénalités prévues à l'Article 74 du présent contrat.

Le Concessionnaire peut proposer un délai de remplacement du distributeur inférieur mais en aucun cas ce délai ne saurait être supérieur à 7 jours.

Les réparations, y compris la fourniture et le remplacement des pièces détachées défectueuses, font partie des obligations du Concessionnaire.

Toute opération de dépannage consécutif au dysfonctionnement d'un ou plusieurs automates sera assurée par le Concessionnaire ou toute autre société qui interviendrait pour le Concessionnaire sous l'entière responsabilité de ce dernier.

En cas d'immobilisation prolongée d'un distributeur, le Concessionnaire devra :

- Assurer la mise en place d'affiche excusant le désagrément occasionné auprès du public ;
- Assurer le retrait physique d'un appareil en panne dans l'attente de sa remise en service ou remplacement.

La maintenance prise en charge par le Concessionnaire comprend les interventions de maintenance préventive et corrective nécessaires au bon fonctionnement du matériel.

Une plaque sera disposée sur chaque automate avec le numéro d'identification de ce dernier et le numéro de téléphone de la personne à contacter en cas de panne ou mauvais fonctionnement.

L'Autorité concédante informera le Concessionnaire de toute panne, coupures d'eau d'électricité qui pourraient nuire à l'exploitation normales des automates.

Aucun automate ne pourra être retiré ou déplacé sans accord express de l'Autorité concédante sous peine d'encourir des pénalités prévues à l'article 74.

Les frais de livraisons et de retrait des automates depuis les ateliers du Concessionnaire ou de tout prestataire de son choix et les emplacements contractuels sont à la charge du Concessionnaire.

ARTICLE 33 DISPOSITIONS DIVERSES

Le Concessionnaire s'engage à assurer le nettoyage des automates selon les normes en vigueur.

Le Concessionnaire prend à sa charge l'entretien des distributeurs. Il devra veiller à garantir un état de propreté constant des distributeurs automatiques mais également de l'environnement immédiat des distributeurs, sol, poubelles à proximité. Le Concessionnaire devra s'assurer qu'aucun carton, déchet divers ne soit déposé à proximité des distributeurs automatiques.

Le Concessionnaire se charge de nettoyer les zones inaccessibles pour l'Autorité concédante tout au long de l'année.

L'Autorité concédante et le Concessionnaire conviennent qu'une fois par an il sera organisé un retrait des automates pour que les équipes de l'Autorité concédante nettoient dans un délai raisonnable le sol avant que le Concessionnaire remette en place lesdits automates.

Le Concessionnaire s'assure de l'utilisation des automates dans des conditions normales d'emploi pour lesquelles ils ont été conçus.

L'offre intègre la fourniture de poubelles à proximité des distributeurs. Celles-ci seront régulièrement vidées et nettoyées de toutes projections et salissures et disposeront de signalétiques claires lié au tri.

CHAPITRE 5 – BIENS DU SERVICE

Le concessionnaire dispose de la faculté de reprendre les aménagements réalisés par le titulaire sortant en début de concession. Cette possibilité sera à regarder au cas par cas et avec l'Autorité concédante.

ARTICLE 34 - OBJET DE L'INVENTAIRE

L'inventaire tenu par le concessionnaire comprend l'ensemble des ouvrages et installations, petits et gros équipements et matériels réalisés ou acquis par le Concessionnaire ou mis à sa disposition par l'Autorité concédante.

L'inventaire permet de connaître l'état et de suivre l'évolution et l'amortissement des biens affectés au service. Le concessionnaire met à jour l'inventaire dans le rapport annuel prévu à l'ARTICLE 46.

Pendant la durée du contrat, l'Autorité concédante, avec l'appui éventuel d'un expert extérieur, peut procéder à un ou plusieurs inventaires contradictoires visant notamment à s'assurer de l'exhaustivité, de la conformité, et de l'état des biens, ainsi que du respect des renouvellements annoncés par le concessionnaire, et de s'assurer de la remise à la fin du contrat d'un outil en état de fonctionnement.

L'inventaire tenu à jour par le concessionnaire fournit au moins les informations suivantes pour chacun des biens :

- Sa valeur d'achat, sa valeur amortie et sa valeur nette comptable, le cas échéant ;
- Une description sommaire ;
- Sa date de mise en service ;
- Son état (neuf, bon état, usagé, etc.) ;
- La nécessité d'une remise en état, d'une mise en conformité, ou d'un complément d'équipement ainsi que les conditions de mise en œuvre et les modalités de prise en charge de ces opérations, le cas échéant ;
- Son régime juridique (bien de retour, bien de reprise, bien propre).

ARTICLE 35 - REGIME DES BIENS

L'inventaire est organisé par établissement :

- Centre Hospitalier d'Arras ;
- Centres Hospitaliers du Ternois et
- Centre Hospitalier de Bapaume.

Les inventaires A, B et C ci-après décrits, sont organisés par établissement.

35.1 Biens de retour, inventaire A

L'inventaire A se compose des biens nécessaires à l'exploitation du service réalisés ou acquis par le concessionnaire pour le compte de l'Autorité concédante.

Ces biens appartiennent à l'Autorité concédante dès leur achèvement ou acquisition. En fin de contrat, ces biens reviennent obligatoirement et gratuitement à l'Autorité concédante.

Les biens de retour acquis par le concessionnaire doivent être amortis pendant la durée du contrat et sont remis en bon état de fonctionnement à l'Autorité concédante en fin de contrat.

Le concessionnaire précise la liste des biens de retour achetés ou lui appartenant qu'il affecte à la gestion du service.

Un inventaire des biens de retour est dressé en Annexe 5.

Tous les aménagements font parties des biens de retour.

Le mobilier sera inclus dans les biens de retour.

Constituent également des biens de retour l'ensemble des documents, fichiers et données informatiques relatives à l'exploitation du service.

35.2 Biens de reprise, inventaire B

L'inventaire B se compose des biens non nécessaires à l'exploitation qui peuvent éventuellement être repris par l'Autorité concédante en fin de contrat. Ces biens appartiennent au concessionnaire tant que l'Autorité concédante n'a pas usé de son droit de reprise. Les biens de reprise peuvent faire l'objet d'un rachat en fin de contrat à leur valeur nette comptable résiduelle selon les modalités prévues au présent contrat.

Le Concessionnaire précise la liste des biens de reprise achetés ou lui appartenant qu'il affecte à la gestion du service. La liste de ces biens figure à l'Annexe 6 du présent contrat.

35.3 Biens propres, inventaire C

Ils se composent de biens non financés, même pour partie, par des ressources du contrat prévues par le compte d'exploitation prévisionnel (CEP) en Annexe 7 du contrat et qui ne sont grevés d'aucune clause de retour obligatoire ou facultatif. Ils appartiennent en pleine propriété au Concessionnaire pendant toute la durée du contrat comme à son échéance.

Le concessionnaire précise la liste des biens propres lui appartenant qu'il affecte à la gestion du service. La liste de ces biens figure à l'Annexe 8 du présent contrat.

Les distributeurs automatiques sont des biens propres du concessionnaire.

36.1 Etat des lieux d'entrée

A la date de prise d'effet du présent contrat, l'Autorité concédante met à la disposition du Concessionnaire les locaux identifiés en Annexes 1 et 2.

Un état des lieux d'entrée contradictoire est établi entre les parties et joint en Annexe 14.

L'état des lieux porte également sur le matériel mis à disposition.

Les frais relatifs à l'état des lieux d'entrée sont supportés par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire prend en charge les locaux dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir exprimer aucune réserve et sans aucun recours contre l'Autorité concédante pour quelque motif et à quelque moment que ce soit.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, le Concessionnaire ne peut invoquer la situation initiale de ces locaux pour dégager sa responsabilité dans le bon fonctionnement du service dont il assure l'exploitation.

36.2 Etat des lieux de sortie

A l'échéance du contrat, le Concessionnaire remet les locaux mis à sa disposition dans l'état où ils lui avaient été remis.

Le concessionnaire devra en fin de marché, restituer les locaux définis en Annexes 1 et 2 et des biens de retour dans un parfait état d'entretien en prenant en compte l'usure normale de fonctionnement. L'autorité concédante peut se faire assister par un huissier. Les frais seront à sa charge du concessionnaire.

Cet état des lieux est établi entre l'Autorité concédante et le Concessionnaire dans les six (6) mois qui précèdent l'échéance du contrat de concession. Il fixe s'il y a lieu, une liste des interventions de maintenance que le Concessionnaire devra avoir exécutées au plus tard un (1) mois avant la fin de la Convention.

A défaut, il pourra se voir appliquer une pénalité, sans préjudice du droit pour l'Autorité concédante d'exécuter aux frais du Concessionnaire les opérations de maintenance nécessaires.

A la date de son départ, le Concessionnaire assure le nettoyage des ouvrages, équipements et installations du service concédé ainsi que l'évacuation de tous les objets non repris. A défaut, l'Autorité concédante procède à ces opérations aux frais du Concessionnaire sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent Contrat.

Toutefois, l'Autorité concédante peut dispenser le Concessionnaire de la remise en état. Dans ce cas, l'Autorité concédante deviendra, de plein droit et sans indemnité, propriétaire des biens laissés sur place par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire est tenu de retirer les aménagements réalisés, tels que visés au Chapitre 2 à ses frais sur simple demande de l'autorité concédante et sans indemnité.

L'Autorité concédante peut accepter les modifications que le Concessionnaire a apporté aux locaux. Auquel cas les aménagements réalisés peuvent lui revenir gratuitement.

A défaut, l'autorité concédante peut faire procéder au retrait des aménagements aux frais du concessionnaire.

A défaut, l'Autorité concédante pourra racheter les matériels manquants, aux frais du Concessionnaire.

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 37 – PRINCIPES GENERAUX

Le Concessionnaire doit tenir pour les charges et les produits de la concession une comptabilité propre à l'exécution du contrat, distincte de sa comptabilité et de celles de ses autres exploitations.

Cette comptabilité permet d'identifier chaque activité prévue dans le présent contrat.

Cette comptabilité est également ventilée par établissement.

A ce titre, le concessionnaire remet un Compte d'exploitation prévisionnel par service et par établissement dans les conditions fixées par l'ARTICLE 40.

La comptabilité doit être conforme aux règles en vigueur, notamment les règles générales énoncées par le Code de commerce et le plan comptable général révisé. Elle doit également permettre la vérification des dispositions de la présente Convention, en respectant notamment les principes d'indépendance des exercices et de la permanence des méthodes.

Tous les documents de base de la comptabilité sont conservés a minima par le Concessionnaire pendant toute la durée de la Convention et dans le respect des obligations légales.

Les exercices comptables courent du 1^{er} janvier au 31 décembre.

ARTICLE 38 – TARIFS ET REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE

a) Principes de tarification

Le Concessionnaire fixe les tarifs des produits proposés aux usagers et se rémunère sur le prix versé par ces derniers en contrepartie.

Le prix de chaque article ou prestation proposée devra être lisiblement affiché. Les tarifs doivent être indiqués en euros Toutes Taxes Comprises (TTC), service inclus.

Les tarifs des prestations non référencées initialement, sont fixés d'un commun accord avec la Direction des Ressources techniques et logistiques. L'ajout d'articles non référencés dans les Annexes correspondantes, est soumis à l'accord express de la Direction des Ressources Techniques et Logistiques, de même que la suppression d'un article.

Les produits et leurs tarifs associés sont indiqués dans les annexes correspondantes.

Concernant le cas particulier des prix des journaux, périodiques, publications de toute nature à l'exception des livres, sont vendus au prix fixé par les éditeurs. Aucun privilège ne pourra être accordé à un éditeur au détriment des autres.

Le Concessionnaire s'engage à préciser par voie d'affichage permanent, et facilement lisible du prix des articles. Les prix ne devront pas être abusifs par rapport à ceux pratiqués localement.

Les modifications des prix doivent être validées par l'Autorité concédante et faire l'objet d'un avenant.

Tout autre mode de tarification pourra être proposé par le concessionnaire et validé par l'Autorité concédante.

Le Concessionnaire doit communiquer à l'Autorité concédante tous les documents établis au regard de la réglementation en vigueur et applicables à l'ensemble de la clientèle du Concessionnaire.

b) Tarifs personnel

Concernant la cafétéria une remise devra être consentie aux personnels de l'Autorité concédante de [A compléter par le candidat suivant les services proposés] %. (cf annexe 3)

Concernant les distributeurs une remise devra être consentie aux personnels de l'Autorité concédante de [A compléter par le candidat suivant les services proposés] %. (cf annexe 3)

Un tarif hautement préférentiel pour les personnes handicapées et étudiants concernant 2 distributeurs situés à FREVENT (foyer de vie à la « Pannerie » et « châtaigniers » et 2 distributeurs à l'IFSI) est demandé. (cf annexe 3)

Le Concessionnaire proposera un moyen d'identification du personnel.

c) Evolution des tarifs

Les tarifs présentés sont révisables chaque année, à la date anniversaire du contrat, après accord de l'Autorité concédante.

Les tarifs sont révisables à la hausse comme à la baisse sur présentation de justificatifs et après accord de l'Autorité concédante.

Le concessionnaire communique à l'Autorité concédante sa proposition de nouveaux tarifs applicables pour l'année suivante au plus tard 2 (deux) mois avant la date anniversaire de la signature du contrat.

A défaut de transmission 2 (deux) mois avant la date d'anniversaire du contrat, le candidat ne sera pas autorisé à proposer des nouveaux tarifs.

Il détaille sa proposition, en précisant le pourcentage d'augmentation ou de diminution. Cette augmentation ou diminution des tarifs doit également être accompagnée d'une note et/ou de tout document permettant de justifier l'évolution du prix.

A défaut d'accord de l'Autorité concédante, les prix de l'année précédente sont maintenus.

Clause de sauvegarde :

Le taux d'augmentation annuelle sera plafonné à 2.5%.

ARTICLE 39 – COMPTES D'EXPLOITATION PREVISIONNEL

Un compte d'exploitation prévisionnel par activité est prévu en Annexe 9 est établi par le concessionnaire au début de l'exécution du contrat.

A ce titre, le concessionnaire remet un Compte d'exploitation prévisionnel par activité :

- Pour le Centre hospitalier d'ARRAS :
 - o Concernant d'une part l'espace Cafétéria
 - o Concernant d'autre part les Distributeurs automatiques
- Pour le Centre Hospitalier du Ternois concernant les Distributeurs automatiques ;
- Pour le Centre Hospitalier de Bapaume concernant les Distributeurs automatiques.

Le compte d'exploitation prévisionnel prévu en Annexe 8 présenté sous format Excel, prévoit un onglet par activité ci-avant listée.

Chaque compte d'exploitation, retrace l'ensemble des opérations afférentes à l'exécution du service confiée au Concessionnaire, est établi pour chaque exercice et par activité.

Ce document reprend les montants des charges et des produits cumulés sur toute la durée du contrat de concession. Chaque poste budgétaire a fait l'objet d'un étalement d'égal montant sur la durée du contrat et pour chaque exercice, à l'exception du premier qui fait l'objet d'un *prorata temporis*.

Le concessionnaire exploite le service à ses frais et risques : en cas de différence entre le compte prévisionnel et l'exploitation du service, le concessionnaire n'a droit à aucune indemnité.

ARTICLE 40 – REDEVANCES

40.1 Redevance variable

Le Concessionnaire verse, à l'autorité concédante, une redevance variable, correspondant à un % du chiffre d'affaires annuel, décomposée comme suit :

- Pour l'activité Cafétéria du Centre hospitalier d'ARRAS : [le candidat propose un % de redevance en fonction de son CA, ce % peut être évolutif par tranche de CA]
- Pour l'activité Presse/boutique du Centre hospitalier d'ARRAS : [le candidat propose un % de redevance en fonction de son CA, ce % peut être évolutif par tranche de CA]
- Pour l'activité distributeurs du Centre hospitalier d'ARRAS : [à compléter par le candidat] % sans condition de chiffres d'affaires
- Pour l'activité distributeurs du Centre Hospitalier du Ternois [à compléter par le candidat] % sans condition de chiffres d'affaires
- Pour l'activité distributeurs du Centre Hospitalier de Bapaume concernant [à compléter par le candidat] % sans condition de chiffres d'affaires

La fréquence de versement des redevances est fixée au trimestre sur la base du minimum garanti annuel divisé par 4.

Une régulation est effectuée chaque début d'année sur la base du chiffre d'affaires réalisé à l'année n-1.

Le délai de paiement est de 30 jours.

La première redevance du contrat sera versée à compter de la fin du dernier trimestre 2026.

40.2 Redevance minimale garantie

En cas de redevance variable inférieure à la redevance minimale garantie toutes activités confondues prévue au présent article, par établissement, le concessionnaire est tenu au paiement de cette redevance.

La redevance minimale garantie est fixée à [à compléter par le candidat] € TTC par an et sans variation pendant la durée totale de la concession.

Cette redevance ne pourra pas être inférieure à 75 000€ pour le site du centre hospitalier d'Arras correspondant à la valeur locative du bien.

La redevance minimale garantie est facturée chaque trimestre sur la base du prorata annuel.
Le délai de paiement est de 30 jours.

40.3 Modalités de calcul de la redevance

Un état détaillé du chiffre d'affaires ainsi que du volume de consommation devra être adressé une fois chaque trimestre échu à la Direction des Ressources Logistiques et techniques ainsi qu'à la Direction des services financiers.

Le Concessionnaire sera tenu de remettre ses données d'activités détaillées par segment d'activité (cafétéria, presse, boutique, distributeur) au plus tard au mois m+2 de l'année n+1.

Le Concessionnaire retenu devra remettre fin m+3 de l'année n+1 une attestation du commissaire aux comptes décomptant le montant du chiffre d'affaires réalisé pour l'exercice échu et dont les éléments comptables, ce qui pourra donner lieu à une éventuelle régularisation.

ARTICLE 41 – MODALITES DE PAIEMENT

41.1 Paiement

Les paiements, redevances et remboursements de frais divers seront effectués à l'ordre du service/ avis de sommes à payer de la comptabilité de l'Autorité concédante, au plus tard aux dates indiquées au présent chapitre.

41.2 Défaut de paiement

Le non-paiement peut constituer un cas de résiliation pour faute.

41.3 Compte bancaire

Le paiement sera effectué par virement bancaire à l'ordre de l'Autorité concédante :

Le RIB sera communiqué au moment de l'attribution du contrat

ARTICLE 42 – DISPOSITIONS FISCALES

Tous les impôts ou taxes établis par l'État, les collectivités territoriales ou leurs établissements publics, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service et à la TVA grevant les achats seront à la charge exclusive du Concessionnaire.

Tout impôt, taxe et autre redevance imputés à l'Autorité concédante au titre de l'activité du Concessionnaire est mis à la charge de ce dernier, qui rembourse le cas échéant les sommes avancées par l'Autorité concédante sur simple présentation du titre correspondant.

ARTICLE 43 – REVISION DES CONDITIONS FINANCIERES

Les parties conviennent de se rencontrer à échéance fixe pour examiner les conditions d'exécution financières de la présente concession.

En cas de déséquilibre significatif entre les dépenses et les recettes d'exploitation du service, le montant de la redevance minimale garantie, pourra éventuellement être soumis à réexamen sur production par le Concessionnaire des justifications nécessaires.

Il est entendu que cette clause de rencontre n'implique pas une modification de plein droit de la Convention.

Toute révision devra être précédée de la production par le Concessionnaire des justificatifs nécessaires, et notamment d'une proposition de Compte d'Exploitation prévisionnel révisé établi selon le même modèle que celui figurant au sein de la Convention initiale.

Les Parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord, sur les modifications à apporter par avenant.

A défaut d'accord, le contrat pourra, le cas échéant, être résilié par l'Autorité concédante. A défaut, le concessionnaire devra poursuivre l'exécution du service.

Il est entendu que le concessionnaire porte le risque relatif à la fréquentation du service.

A cet égard, l'Autorité concédante n'a pas vocation à compenser les recettes réelles issues de l'exploitation du service et les recettes prévisionnelles projetées par le candidat dans le cadre de son compte d'exploitation prévisionnel remis au stade de son offre.

CHAPITRE 7 : CONTROLE DE LA CONCESSION

ARTICLE 44 – PRINCIPE

L'Autorité concédante dispose d'un pouvoir de contrôle sur l'exécution des missions du Concessionnaire.

Pour permettre l'exercice de ce contrôle, le concessionnaire doit communiquer la copie de tout élément permettant de justifier du parfait accomplissement des obligations mises à sa charge par la convention.

L'Autorité concédante pourra se faire présenter toutes pièces comptables ou autres nécessaires.

Afin d'évaluer la qualité de ses prestations, le Concessionnaire participe à une réunion de pilotage au quadrimestre organisée par l'Autorité concédante et portant sur les modalités d'exécution du présent contrat.

Des comptes rendus lors de chaque réunion et un rapport annuel décrits ci-après sont remis par le Concessionnaire.

Pendant la première réunion de l'année, le concessionnaire présente le rapport annuel.

ARTICLE 45 – COMPTES-RENDUS

45.1 Analyse de la qualité de service

Afin d'évaluer la qualité de ses prestations, le Concessionnaire organise, au minimum 2 fois par an, une enquête de satisfaction auprès des usagers et en communique les résultats à l'Autorité concédante, à défaut des pénalités seront appliquées tel que prévu à l'ARTICLE 51.

Les conclusions de cette enquête sont examinées en réunion de pilotage.

45.2 Tableaux de bord trimestriels

À la fin de chaque trimestre et au plus tard le 15 du mois suivant, le Concessionnaire transmet à l'Autorité concédante un tableau de bord, permettant de suivre l'activité du service délégué et cela par service.(DA, cafétéria, presse, boutique, conciergerie)

Le tableau de bord devra être transmis une semaine au moins avant la réunion de pilotage quadrimestrielle.

À la demande de l'Autorité concédante, les informations du tableau de bord trimestriel pourront être complétées et/ou modifiées.

Ce document devra contenir les données (en € et quantitatives) du trimestre les données cumulées depuis le début de l'exercice, la projection d'atterrissage en fin d'exercice (données réelles pour la période réalisée et données prévisionnelles pour la partie restant à courir).

45.3 Etat des caisses

Le concessionnaire doit remettre un état des caisses tous les mois.

ARTICLE 46 – RAPPORT ANNUEL DU CONCESSIONNAIRE

Conformément à l'article L.3131-5 du code de la commande publique, le Concessionnaire doit produire le rapport annuel comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat et une analyse de la qualité de service, établi par un comptable.

Un rapport annuel sera produit pour chaque activité :

- Pour le Centre hospitalier d'ARRAS :
 - o Concernant l'espace Cafétéria, presse, boutique, conciergerie
 - o Concernant les Distributeurs automatiques
- Pour le Centre Hospitalier du Ternois concernant les Distributeurs automatiques ;
- Pour le Centre Hospitalier de Bapaume concernant les Distributeurs automatiques.

Ce rapport devra être remis avant le mois m+5 de l'année n+1 de chaque année à l'Autorité concédante et doit comporter notamment les comptes certifiés par le commissaire aux comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du présent contrat.

Le rapport doit comporter :

- Une analyse du CA et redevance par secteur d'activité ;
- une analyse de la qualité du service et être assorti d'un document permettant à l'Autorité concédante d'apprécier les conditions d'exécution des prestations intégrées dans chaque activité ;
- un compte rendu technique. Ce document constitue une photographie de tous les éléments qui représentent la vie du service délégué pendant l'exercice écoulé ;
- un état des valeurs nettes comptables (VNC) des biens au 31 décembre de chaque année ;
- une analyse de la qualité du service, de la satisfaction et de l'expérience des clients permettant à l'Autorité concédante d'apprécier les conditions d'exécution des prestations et la satisfaction des clients du prestataire.

Son contenu est conforme aux dispositions des articles R.3131-2 et suivants du code de la commande publique.

En cas d'absence de remise du rapport annuel ou de la remise d'un rapport incomplet, le Concessionnaire s'expose à l'application des pénalités prévues par l'ARTICLE 51 de la présente convention.

ARTICLE 47 - CONTROLE DE LA QUALITE DU SERVICE

Afin de vérifier la conformité de l'exploitation du service à la réglementation, l'Autorité concédante se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer, à tout moment, à la charge du Concessionnaire, les contrôles techniques portant, suivant les services concernés, sur la qualité des produits proposés à la vente, l'hygiène générale des locaux, la propreté du matériel utilisé ou la tenue du personnel.

L'Autorité concédante peut avoir recours à des organismes de contrôle extérieurs, les procédures de contrôle sont choisies de manière indépendante par ces organismes. Le Concessionnaire ne pourra opposer le secret professionnel aux demandes d'information.

Le Concessionnaire s'oblige à répondre à toute demande d'information et, de manière générale, à prêter son concours à l'Autorité concédante pour faciliter sa mission de contrôle.

Le concessionnaire sera tenu de présenter à l'Autorité concédante les agréments, autorisations et attestations nécessaires à la réalisation des travaux sur simple demande de sa part.

Les frais de contrôle engagés par l'Autorité concédante seront à la charge du Concessionnaire.

Le Concessionnaire ne pourra pas s'opposer aux visites de contrôle (techniques, hygiène et conditions de travail) pour s'assurer du respect des clauses de la présente convention.

A ce titre, le Concessionnaire garantit le strict respect de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire au niveau des unités de cuisson, assemblage, production, de la logistique de transport et des sites de stockage et de vente. Pour ce faire, il transmet, dès réception, tous les éléments permettant à l'Autorité concédante de vérifier ces engagements tout au long du contrat.

Le concessionnaire s'engage à respecter la réglementation liée aux ondes électromagnétiques et plus particulièrement concernant les limites fixées pour les émissions.

Le Concessionnaire sera tenu notamment de faire procéder aux contrôles réguliers permettant de vérifier la conformité des aliments et boissons aux dispositions et aux critères microbiologiques réglementaires auxquels ils doivent satisfaire. Il devra être en mesure de communiquer à tout instant à l'Autorité concédante, les pièces relatives aux contrôles et aux analyses ainsi que les rapports y afférents.

En cas de défaillance, et après mise en demeure restée sans effet, l'Autorité concédante se réserve le droit de réaliser elle-même, et/ou de faire réaliser, les contrôles et analyses aux frais du concessionnaire.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le concessionnaire est tenu également de procéder aux contrôles et aux relevés réguliers de la température de conservation des produits.

Des contrôles inopinés pourront avoir lieu à l'initiative de l'Autorité concédante.

L'Autorité concédante se réserve le droit de réaliser ou de faire réaliser les prélèvements pour analyse, afin de s'assurer du respect des règles d'hygiène, à la charge du concessionnaire.

Le Concessionnaire communique à l'Autorité concédante la liste de ses fournisseurs et l'informer des modifications qui pourraient y être apportées.

En cas d'alerte sanitaire liée à l'exploitation, le concessionnaire devra prévenir, sans délai, 24h/24, 7 jrs/7, l'Autorité concédante (l'administrateur de garde, le cas échéant).

L'Autorité concédante peut organiser des réunions avec le concessionnaire en cas de difficultés rencontrées par le concessionnaire concernant la qualité du service.

Des actions correctives, plans d'action, mises en conformité, devront être mises en place par le Concessionnaire sous peine de résiliation du contrat.

ARTICLE 48 – DROIT DE VISITE

De manière générale, les personnes habilitées de l'Autorité concédante, en sus de leur droit de contrôle et de vérification des documents produits par le concessionnaire pourront visiter les installations utilisées par le concessionnaire chaque fois que le souhaitera l'Autorité concédante pour vérifier leur état ainsi que le respect par de la législation et de la réglementation en vigueur notamment les normes de sécurité.

Ce droit de visite pourra s'effectuer à tout moment par les personnes habilitées par le Centre hospitalier.

L'habilitation expresse détenue par ces personnes leur permettra de visiter l'ensemble des installations, équipements et de contrôler l'ensemble des matériels nécessaires au fonctionnement du service public.

ARTICLE 49 – INFORMATION DU CENTRE HOSPITALIER

De manière générale, le concessionnaire s'engage à répondre à toute demande d'information de l'Autorité concédante : il disposera de huit jours pour les informations nécessitant des recherches documentaires ou des éléments financiers inconnus ; il devra répondre dans les plus brefs délais pour toutes les autres demandes. Ces délais courent à compter de la réception de la demande transmise par tout moyen.

Le concessionnaire s'engage, en outre, à porter à la connaissance de l'Autorité concédante, en temps réel, tout incident grave ou accident qui, par sa nature ou sa portée, est susceptible d'affecter la continuité du service public conventionné.

Les informations sont communiquées sur papier ou sur fichier informatique exploitable et par transmission électronique, à la demande de l'Autorité concédante. Toute information verbale est confirmée par un rapport ou une note écrite.

CHAPITRE 8 : SANCTIONS

ARTICLE 50 – SANCTIONS PECUNIAIRES – LES PENALITES

50.1 Principe des pénalités

Faute pour le Concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, des pénalités peuvent lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts dus aux tiers ou à l'Autorité concédante.

Sauf exception, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Les pénalités courent de plein droit à compter, soit de la constatation du manquement, soit à l'expiration du délai imparti au Concessionnaire pour répondre aux demandes que l'Autorité concédante lui adresse dans la mise en demeure.

En cas de mention expresse prévue dans la présente convention, la mise en demeure préalable à l'application des pénalités est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'établissement peut également remettre en main propre au personnel présent avec récépissé, la lettre de mise en demeure.

Cette mise en demeure indique le délai laissé au concessionnaire. Le délai de mise en demeure court le lendemain de la remise en main propre ou de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception.

La répétition du nombre de constatations donnant lieu à pénalités pourra en outre être sanctionnée par la résiliation pour faute du contrat.

Les pénalités sont non libératoires et sont applicables par jours calendaires.

Les pénalités sont infligées sans préjudice du montant des prestations exécutées aux frais du Concessionnaire, en application du présent contrat.

50.2 Pénalités encourues concernant les travaux

- En cas de retard par le Concessionnaire dans l'exécution des travaux qui lui incombent par rapport au planning d'aménagement prévu à l'Article 6, le Concessionnaire encourt des pénalités de 1 000 € par jour et par travaux d'aménagement.
- Cette pénalité est également appliquée en cas de travaux d'aménagement non conformes à l'Annexe 13 à la date fixée à l'Article 6.
- Non-respect des modalités mises en œuvre pour assurer la continuité du service pendant les travaux prévus en Annexe 9, 1000 € par constat après mise en demeure.
- Absence de pose des sous-compteurs, 1000 € par constat après mise en demeure, sans préjudice des travaux réalisés aux frais du Concessionnaire.

50.3 Pénalités encourues concernant l'exploitation du service de cafétéria

- Utilisation des surfaces concédées non conformes à leur destination indiquée à l'article 4 : 500 € par constat après mise en demeure
- Non-respect des horaires d'ouverture : 100 € par tranche de 15min
- Non-respect des prescriptions relatif aux produits proposés à la vente et à l'offre du Concessionnaire en Annexe 3 : 200 € par constat
- Non affichage du menu du jour ou affichage inadapté (ex : trop petit, mal placé, etc...) : 100 € par constat
- Personnel ayant un comportement ou une tenue inadaptée : 100€ par manquement
- Absence du personnel : 100€ par constat
- Absence de transmission par le Concessionnaire des résultats d'analyses microbiologiques de surfaces et sur les plats, des audits, des plans d'actions qualité : 100€ par manquement
- Locaux et matériels de cuisine présentant un état de propreté inadapté : 100€ par manquement
- Absence de maintenance Préventive : 100 € par manquement
- Absence de maintenance curative : 200 € par manquement
- En cas de non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité : pénalité forfaitaire de 300 € par constat
- En cas de non-respect des règles d'évacuation des déchets : 100€ par constat
- Non-respect de l'offre concernant l'article 24 : 500 € par constat
- En cas de non-réalisation d'enquêtes de satisfaction : 500 € par constat
- En cas d'absence de remise en état des biens en fin de contrat : 100 € par jours de retard
- Non-respect de l'offre concernant l'article 23 : 500 € par constat
- En cas de tout autre non-conformité de l'exploitation du service aux prescriptions du présent contrat : pénalité forfaitaire de 100 € par infraction constatée et par jour de persistance de l'infraction
- En cas de non-réalisation d'enquêtes de satisfaction : 500 € par constat
- En cas d'absence de remise en état des biens en fin de contrat : 100 € par jours de retard

50.4 Pénalités encourues dans le cadre de l'exploitation des distributeurs automatiques

- Utilisation des surfaces concédées non conformes à leur destination indiquée à l'annexe 2 : 500 € par constat après mise en demeure
- En cas de non-respect du délai d'installation des distributeurs, neufs ou reconditionnés, ou de mise en exploitation des équipements le concessionnaire : de 100 € par jour de retard au début de l'exécution du contrat
- En cas de retard dans la maintenance des distributeurs automatiques : 200 euros par jour de retard
- En cas d'indisponibilité d'un distributeur automatique : 200 euros par jour de retard
- En cas de retard dans le remplacement d'un distributeur automatique défaillant : 500 euros par jour de retard
- En cas de non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité : pénalité forfaitaire de 100 € par infraction constatée
- En cas de non-réalisation d'enquêtes de satisfaction : 500 € par constat
- En cas d'absence de remise en état des biens en fin de contrat : 100 € par jours de retard
- Non-respect de l'offre proposée prévue à l'article 30 et l'Annexe 3 : 100 € par constat
- Non réapprovisionnement constaté plus de 2 jours consécutifs : 100 € par jour de retard
- En cas de tout autre non-conformité de l'exploitation du service aux prescriptions du présent contrat : pénalité forfaitaire de 100 € par infraction constatée et par jour de persistance de l'infraction

50.5 Pénalités encourues concernant le contrôle de l'Autorité concédante

Ces pénalités sont applicables pour tous les services :

- En cas retard dans la production du rapport annuel ou des comptes rendus : 100 € par jour ouvré de retard (après mise en demeure restée sans réponse dans un délai de 9 jours)
- En cas d'incomplétude du rapport annuel ou des comptes rendus : 100 € par jour de retard après mise en demeure ;
- Non transmission des assurances sur demande de l'Autorité Concédante dans un délai de 15 jours à compter de la demande : 200 € par constatation de non-communication
- En cas de non-réalisation d'enquêtes de satisfaction : 500 € par constat
- En cas de retard dans la fourniture des factures et certificats et de tous documents : 100 € par jour de retard
- Non coopération du concessionnaire dans les opérations de contrôle de l'Autorité concédante : 100 € par infraction constatée et par jour de persistance de l'infraction
- En cas de non-transmission des informations relatives aux contrats en cours et au personnel en fin de contrat : 100 € par jours de retard ;
- En cas de tout autre non-conformité de l'exploitation du service aux prescriptions du présent contrat : pénalité forfaitaire de 100 € HT par infraction constatée
- En cas de retard dans la production d'un document non listé ci-avant : 100 € par jour de retard

50.6 Autres pénalités

- Non-exécution des obligations pesant sur le concessionnaire en cas de fin de la convention (obligation de remise en état, de remise d'un inventaire, clôture des comptes...) : pénalités égale aux dépenses réalisées par l'Autorité concédante supporte pour réaliser les interventions prévues en lieu et place du concessionnaire, majorées de 20%. Le montant est calculé sur la base des pièces justificatives produites par la personne publique. Cette clause est détachable du contrat.
- Le concessionnaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard dans l'accomplissement des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code, dans les limites suivantes :
 - o le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
 - o le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

50.7 Paiement des pénalités et indemnités

Les pénalités sont payées par le concessionnaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant.

En cas de retard de paiement des pénalités, pour quelque motif que ce soit, le concessionnaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour de retard ouvré.

Le caractère répété du non-paiement des pénalités par le concessionnaire pourra entraîner la résiliation pour faute du contrat.

ARTICLE 51 - EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATIONS COURANTES ET DE MAINTENANCE

Dans le cas où le concessionnaire ne remplirait pas les obligations lui incombant au titre du présent contrat, l'Autorité concédante pourra faire procéder, aux frais du concessionnaire, à l'exécution des travaux nécessaires au bon fonctionnement du service, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de 10 jours ouvrables.

Ce délai pourra être prolongé après accord de l'Autorité concédante, dans le cas où le délai d'exécution des travaux ou de livraison du matériel nécessaire serait supérieur à 20 jours.

En cas de carence, s'exposera à une pénalité prévue au présent contrat.

ARTICLE 52 - RESILIATION POUR FAUTE

L'établissement pourra résilier le contrat sans indemnisation du concessionnaire dans les hypothèses suivantes :

- a. si, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai qu'elle prescrit, le concessionnaire ne respecte pas ses obligations contractuelles ;
- b. si, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai qu'elle prescrit, le concessionnaire ne respecte pas ses obligations de qualité du service ;
- c. si les autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité du titulaire lui étaient retirées ou venaient à lui être retirées pour quelque motif que ce soit ;
- d. si le titulaire ne produit pas, malgré la demande de l'Autorité concédante, son attestation d'assurance ;
- e. en cas d'observations graves ou de transgressions répétées des clauses de la Convention et/ou de ses Annexes ;
- f. dans tous les cas où par incapacité, négligence ou mauvaise foi, le Concessionnaire compromettrait la continuité du service, la sécurité des personnes ou encore la pérennité des ouvrages et équipements mis à sa disposition ;
- g. dans le cas où le Concessionnaire cède la présente Convention à un tiers sans l'autorisation de l'Autorité concédante ;
- h. lorsque le Concessionnaire n'est pas en mesure de remplir tout ou partie de ses obligations contractuelles à l'issue d'une mise en régie provisoire d'une durée de trois (3) mois à compter de la date de notification au Concessionnaire de la décision de mise en régie.

Lorsque l'Autorité concédante considère que les motifs de la résiliation sont réunis, il adresse une mise en demeure au Concessionnaire de se conformer à ses obligations et de mettre immédiatement fin à la situation de manquement, dans un délai raisonnable qu'il précise dans la mise en demeure.

Si, dans le délai imparti par la mise en demeure, à compter de la date de réception de celle-ci, le Concessionnaire ne s'est pas conformé à tout ou partie de la mise en demeure, l'Autorité concédante peut alors prononcer la résiliation.

Dès la transmission de la mise en demeure, l'Autorité concédante prend toute mesure qu'elle estime utile pour assurer la continuité du service dans des conditions optimales aux frais, risques et périls du concessionnaire.

Les conséquences financières de la résiliation sont à la charge du Concessionnaire. La résiliation est prononcée sans préjudice des dommages et intérêts auxquels le Concessionnaire pourrait être tenu par ailleurs au titre du préjudice subi par l'Autorité concédante du fait de la carence du Concessionnaire et du prononcé de la résiliation.

Le Concessionnaire est indemnisé au titre de la valeur nette comptable, au jour de prise d'effet de la résiliation, des investissements qu'il a réalisés et qui portent sur les seuls biens de retour, déduction faite des coûts assumés par l'Autorité concédante pour mettre en œuvre cette résiliation et, le cas échéant, de toute somme due par le Concessionnaire au titre du Contrat. Le Concessionnaire n'a pas droit à l'indemnisation de son manque à gagner.

ARTICLE 53 – INTERETS MORATOIRES

En cas de retard de paiement de la redevance ou des pénalités, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

ARTICLE 54 – MESURES D'URGENCE

Sans préjudice des mesures prévues par le chapitre suivant, l'autorité compétente pourra prendre d'urgence en cas de carence grave du Concessionnaire, ou de menace à la sécurité publique, toute décision adaptée à la situation, y compris la fermeture temporaire et immédiate du service.

Les conséquences financières d'une telle décision seront à la charge du Concessionnaire.

Les frais engendrés par les mesures d'urgence prévues au présent Article sont immédiatement exigibles auprès du Concessionnaire. En l'absence de règlement du montant de ces frais, dans un délai de trente (30) jours à compter de leur notification par l'Autorité concédante au Concessionnaire, l'Autorité concédante peut prononcer la résiliation pour faute.

ARTICLE 55 - MISE EN REGIE PROVISOIRE

En cas de fautes graves ou répétées, l'Autorité concédante pourra procéder ou faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le contrat, aux frais et risques du concessionnaire sans qu'aucune décision de résiliation ne soit prononcée à son encontre après mise en demeure notamment dans les cas visés par l'ARTICLE 52.

L'Autorité concédante peut, à l'issue du délai fixé dans la mise en demeure et à défaut pour le Concessionnaire de s'être conformé à ses obligations, prendre possession temporairement des locaux et de tout matériel nécessaire au fonctionnement du service. À cette fin l'Autorité concédante ou la personne qu'elle aura désignée, disposera, en outre, du personnel du Concessionnaire nécessaire à la gestion du service.

Le Concessionnaire est alors dessaisi de ses prérogatives pour l'exécution du présent Contrat, l'Autorité concédante ou la personne qu'elle aura désignée à cet effet assurant à sa place la continuité du service avec les moyens du Concessionnaire.

Pendant le temps de la mise en régie, le Concessionnaire est autorisé à suivre l'exploitation du service sans pouvoir, en aucune manière, entraver les ordres de l'Autorité concédante ou faire entrave à l'accès aux installations nécessaires à l'exploitation.

La mise en régie provisoire cesse dès que le Concessionnaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf si la résiliation est prononcée.

Le Concessionnaire sera redevable des surcoûts de mise en régie exposés par l'Autorité concédante.

CHAPITRE 9 : FIN DE LA CONCESSION

ARTICLE 56 – FAITS GENERATEURS

La concession prendra fin :

- Par expiration de la date convenue ;
- A titre de sanction, en cas de manquement du concessionnaire ;
- En cas de dissolution ou redressement judiciaire ou liquidation du concessionnaire (dans les limites de l'art L3136-4) ;
- Par voie juridictionnelle ;
- Par décision unilatérale de l'Autorité concédante pour un motif d'intérêt général.

ARTICLE 57 – DISSOLUTION, REDRESSEMENT JUDICIAIRE, LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de dissolution de la personne morale du concessionnaire, l'Autorité concédante pourra prononcer la résiliation. Cette résiliation pourra donc intervenir de plein droit, dès la date de dissolution publiée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS), et sans que le Concessionnaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de redressement judiciaire du Concessionnaire, la résiliation pourra être prononcée si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation de la concession dans le mois suivant la date du jugement sans que le concessionnaire ou l'administrateur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de liquidation de la personne morale, la résiliation interviendra automatiquement et de plein droit dans le mois suivant le jugement. Cette résiliation interviendra de plein droit sans que le concessionnaire ou le liquidateur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 58 – SUSPENSION OU INTERRUPTION DE L'EXPLOITATION

Le Concessionnaire ne peut invoquer la responsabilité de l'Autorité concédante, ni prétendre à indemnité en cas de suspension ou interruption de l'exploitation.

Cette suspension ne fait pas obstacle à une résiliation pour faute si les désordres persistent.

58.1 Suspension en cas de non-respect des conditions de sécurité

L'Autorité concédante se réserve la possibilité de suspendre l'exécution du contrat, sans indemnités, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées jusqu'à la mise en œuvre, par le Concessionnaire, des dispositions nécessaires.

Cette suspension ne fait pas obstacle à une résiliation pour faute si les désordres persistent.

58.2 Suspension en cas de sinistre

En cas de sinistre total ou partiel affectant le local, le contrat est suspendu jusqu'à reconstruction (à la charge du concessionnaire) et réouverture au public, ou jusqu'à décision prise d'un commun accord entre les parties concernant les suites à donner.

La suspension en cas de sinistre peut entraîner la prolongation de la durée du contrat, par avenant, sous réserve de l'accord de l'Autorité concédante. La durée de la prolongation correspondra alors à la durée de suspension de l'exploitation. Cette suspension ne donnera à aucune indemnisation.

En cas de non-reconstruction totale ou partielle dans un délai de 6 mois à compter du sinistre, les parties conviendront des conditions de reconduction ou de résiliation du contrat.

58.3 Suspension par l'Autorité concédante

Dans l'hypothèse où l'Autorité concédante déciderait de procéder à des travaux ou d'interrompre pour quelque cause que ce soit l'activité pour motif d'intérêt général, le concessionnaire procédera à l'interruption de l'activité à la demande expresse de l'Autorité concédante. En cas de nécessité, le lieu d'exploitation pourra être déplacé, à l'initiative et aux frais de l'Autorité concédante.

L'Autorité concédante s'engage à notifier au concessionnaire, avec un préavis de 30 jours, qu'elle va réaliser des travaux dans le cadre de son activité et que ceux-ci pourraient affecter le bon déroulement de l'exploitation du concessionnaire. Ce délai pourra être revu en cas d'urgence.

La suspension de l'exploitation occasionnée par les travaux dont la durée est inférieure à 15 jours calendaire, n'entraînera pas d'indemnisation. A partir du 16ème jour, celle-ci donnera lieu à une indemnisation mensuelle calculée sur la base de 5% du chiffre d'affaires moyen mensuel des 6 mois précédents déduit de la redevance due par le Concessionnaire.

ARTICLE 59 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

L'Autorité concédante peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour un motif d'intérêt général.

Cette décision ne peut prendre effet qu'après un délai de deux mois à compter de sa notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, le Concessionnaire a droit à être indemnisé du préjudice subi.

Le montant des indemnités est établi sur les éléments suivants :

- Part non amortie des investissements, soit la Valeur Nette Comptable, relatifs aux équipements et aux matériels à la charge du concessionnaire à la date de la résiliation concernant les biens de retour ; l'amortissement pratiqué sur chaque bien sera linéaire et calculé sur une durée correspondant aux usages dans la profession et à la durée du contrat.
- Autres frais et charges engagés par le concessionnaire pour assurer l'exécution du présent contrat pour la partie non couverte à la date de prise d'effet de la résiliation.
- Montant des pénalités liées à la résiliation anticipée des éventuels contrats de prêts ou de crédit-bail.

- Frais liés à la rupture des contrats de travail qui devraient nécessairement être rompus à la suite de cette résiliation, dans le cas où la poursuite de ces contrats ne pourrait être prévue chez le nouveau Concessionnaire.

Le Concessionnaire n'a pas droit à l'indemnisation de son manque à gagner.

En cas de désaccord entre les parties sur le montant des indemnités, le Tribunal Administratif de Lille sera seul compétent.

ARTICLE 60 - RESILIATION JURIDICTIONNELLE OU PAR VOIE DE CONSEQUENCE

En cas de recours administratif ou contentieux contre les actes administratifs nécessaires à la passation du Contrat ou à son exécution ou à l'encontre du Contrat lui-même, le Concessionnaire doit poursuivre l'exécution du présent Contrat.

Les Parties se rencontrent à la demande de la Partie la plus diligente dans un délai d'un (1) mois calendaire à compter de la connaissance de cet événement, afin de décider soit de poursuivre le Contrat, soit de procéder à sa résiliation.

A défaut d'accord dans un délai de trois (3) mois à compter de la survenance dudit événement, l'Autorité concédante peut décider unilatéralement de poursuivre l'exécution du contrat et le Concessionnaire ne pourra pas en demander la résiliation.

En cas de résiliation du Contrat prononcée par la juridiction administrative, ou par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle, le Concessionnaire a droit au versement d'une indemnité dans les mêmes conditions que celles que celles prévues pour la résiliation pour motif d'intérêt général sous réserve de la minoration qui résulterait de la part de responsabilité que la juridiction lui imputerait.

Cette clause est réputée divisible du Contrat.

ARTICLE 61 - FIN D'EXPLOITATION - REMISE DES BIENS, EQUIPEMENTS ET MATERIELS

a. Régime des biens en fin de contrat

Au terme du Contrat :

Les biens de l'inventaire A mis à disposition par l'Autorité concédante ou acquis par le Concessionnaire sont restitués gratuitement à l'Autorité concédante en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Les biens de l'inventaire B pourront être repris par l'Autorité concédante et sans que le Concessionnaire ne puisse s'y opposer.

Les biens visés aux points a) ci-dessus sont repris par l'Autorité concédante gratuitement et sont amortis sur la durée du contrat.

Les biens visés aux points b) sont repris :

Gratuitement, s'ils sont amortis.

S'ils ne sont pas amortis, à leur valeur nette comptable (VNC) sur la base des tableaux d'amortissement validés par l'Autorité concédante et fournis par le Concessionnaire, sous réserve :

- Du bon entretien et fonctionnement des biens, compte tenu de leur âge, de leur destination et usure normale (si ce n'est pas le cas, d'éventuels frais de remise en état seront déduits de la VNC) ;
- Que les biens non amortis aient été prévus dans le compte d'exploitation prévisionnel ou autorisés par l'Autorité concédante en cours de Contrat.

Les biens doivent être remis à l'Autorité concédante en bon état d'entretien et de fonctionnement.

A cette fin, l'Autorité concédante et le Concessionnaire établissent, douze (12) mois avant la fin de la Convention, un état des lieux de « sortie » quantitatif et qualitatif et, s'il y a lieu, une liste des interventions de maintenance que le Concessionnaire devra avoir exécutées au plus tard un (1) mois avant la fin de la Convention.

A défaut, il pourra se voir appliquer une pénalité, sans préjudice du droit pour l'Autorité concédante d'exécuter aux frais du Concessionnaire les opérations de maintenance nécessaires.

A la date de son départ, le Concessionnaire assure le nettoyage des ouvrages, équipements et installations du service concédé ainsi que l'évacuation de tous les objets non repris. A défaut, l'Autorité concédante procède à ces opérations aux frais du Concessionnaire sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent Contrat.

Toutefois, l'Autorité concédante peut dispenser le Concessionnaire de la remise en état. Dans ce cas, l'Autorité concédante deviendra, de plein droit et sans indemnité, propriétaire des biens laissés sur place par le Concessionnaire.

b. Apurement des comptes

A compter de la date de la cessation du contrat, les parties doivent procéder à l'apurement définitif des comptes et ce, dans un délai de six (6) mois.

A l'expiration de la Concession et quelle qu'en soit la cause, un bilan de clôture des comptes de la concession sera dressé par le Concessionnaire dans un délai maximal de six (6) mois à dater de l'expiration du Contrat.

Le Concessionnaire réalisera tous les comptes financiers en tenant compte des indemnités qui lui sont dues, de la reprise de ses stocks et des participations financières qu'il aura prises en tant que Concessionnaire et qui auront été régulièrement autorisées, des amortissements fait pour le compte de l'Autorité concédante et des provisions qui lui reviennent.

Le Concessionnaire règle les arriérés de dépenses, recouvre les créances dues à la date d'expiration de la Concession. Il dresse le solde de ces opérations et réalise tous les comptes financiers.

ARTICLE 62 - CONTINUITE DE SERVICE EN FIN DE CONTRAT ET TRANSFERT DU SERVICE A UN NOUVEL EXPLOITANT OU REPRISE DU SERVICE

L'Autorité concédante a la faculté en fin de convention, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Concessionnaire, de prendre pendant les six (6) derniers mois de la convention toute mesure qu'elle estime nécessaire pour assurer la continuité du service lors de la transition entre la convention actuelle et la future convention, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulterait pour le Concessionnaire.

D'une manière générale, l'Autorité concédante pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime de gestion de l'activité. Le concessionnaire sera tenu, dans cette perspective, de fournir à l'Autorité concédante tous les éléments d'information que celui-ci estimerait utiles.

Le Concessionnaire s'organise avec le prestataire sortant, dont les coordonnées lui auront été transmises par l'Autorité concédante pour s'accorder sur les modalités transitoires en vue d'assurer la continuité de l'exploitation du service.

Le Concessionnaire assure, pendant toute la durée de cette transition, la continuité du service auprès des usagers, en occasionnant une gêne la plus limitée possible pour les usagers, mais également pour le fonctionnement des services de l'Autorité concédante, et notamment en termes de nuisances (bruit, perturbation des circulations, poussière, etc.).

L'Autorité concédante pourra à ce titre être sollicitée en tant que facilitateur dans ces échanges, sans que sa responsabilité ne puisse être recherchée en cas de désaccord par l'une quelconque des parties à ces discussions.

Le concessionnaire doit fournir cette assistance sans frais supplémentaires.

CHAPITRE 10 – SERVICE DE CONCIERGERIE

ARTICLE 63 - CONTEXTE ET OBJECTIFS

Le Concessionnaire prend en charge une conciergerie au sein de l'hôpital, service transverse, aussi bien à destination des patients et de leurs proches que pour le personnel médical et non médical de l'établissement, afin d'améliorer la qualité de l'accueil et l'attractivité de l'établissement.

Les services proposés devront s'adapter à l'ensemble des attentes ou besoins des patients et de leurs proches.

Ces services seront également proposés aux professionnels de l'établissement afin de leur permettre de gérer plus facilement leur quotidien.

ARTICLE 64 - PRESTATIONS ATTENDUES

La présente concession a pour but la mise en place des prestations de services à destination de l'ensemble des usagers de l'établissement : personnel hospitaliers, patients, résidents et leur entourage.

Les prestations de services proposées par le concessionnaire concerneront par exemple :

- Service de conciergerie
- Services de bien être à la personne et notamment :
- Services d'aide à la personne
 - Pressing et blanchisserie, Cordonnerie & Serrurerie
 - Garde d'enfants
 - Réservation de taxis et VTC hors taxis conventionnés, VSL et ambulances
 - Réservation d'hôtels
 - Garde d'animaux
 - Aide à domicile
- Services de divertissements
 - Chèques cadeaux de faire-part de naissance
 - Livres
- Services de livraison en chambre (sous validation de l'équipe soignante du service) ou au comptoir, notamment :
 - Produits alimentaires : corbeilles cadeaux de fruits, paniers ménagers de Fruits et Légumes, Douceurs (ex. pâtisseries, chocolats), produits de boulangerie, sélection de plateaux repas (pour le personnel & les patients hors régimes particuliers)
 - Vente de linge personnel (serviettes, chaussons ...)
 - Cadeaux de naissance
 - Layette

L'offre du Concessionnaire pour ce service est précisée par en Annexe 18.

L'intervention des prestataires de services agissant dans le cadre de la conciergerie, est placée sous la seule et entière responsabilité du Concessionnaire, doit s'assurer du respect du règlement intérieur de l'Autorité concédante (Annexe 13). Le concessionnaire veille à la qualité et la probité des prestataires qui agissent à l'extérieure du site.

ARTICLE 65

- COMMUNICATION ET PRESENCE DANS L'ETABLISSEMENT

Le Concessionnaire sera présent dans l'établissement par le biais de différents canaux, à l'instar de l'espace cafétéria qui devront au minimum être les suivants :

- Présence physique à un comptoir
- Ligne téléphonique
- Site internet

Une forte personnalisation des supports est attendue, les visuels et texte mis à disposition des usagers feront l'objet d'une validation par le référent de l'établissement en charge du projet conciergerie et par les équipes de direction concernées.

Toute la communication à mettre en place dans l'établissement devra être validée par le service communication du Centre Hospitalier et la Direction Générale de l'établissement. L'utilisation de la charte graphique de l'Autorité concédante Annexe 12 est conseillée.

Les lieux où pourront être déposées des brochures et supports de communication seront à valider avec le référent.

ARTICLE 66

- INFORMATION PATIENTELE

L'établissement autorise le concessionnaire du marché à adresser aux patients hospitalisés et résidents un message SMS et message sur TV au nom de l'établissement pour leur communiquer les informations sur les services disponibles au sein ou distribués par le centre hospitalier et le site internet associé.

L'expertise de l'espace multimédia sera idéalement recherchée.

La RGPD doit être respectée par le Concessionnaire.

ARTICLE 67

- DELAIS ET CONDITIONS D'EXECUTION

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la ou des personnes en assurant la conduite.

Le personnel respectera le règlement intérieur, les chartes et procédures de l'établissement, tant en ce qui concerne la confidentialité des informations, que les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Dans le cadre du Chapitre 10, article 70 lorsque ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le concessionnaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Pendant toute la durée d'exécution, l'établissement se réserve le droit de demander au concessionnaire, via un courrier recommandé, le remplacement des intervenants qui s'avèrent inadaptés à l'exécution des prestations telles que décrites.

Le concessionnaire prend en compte les griefs avancés par l'établissement et procède au remplacement des intervenants concernés dans un délai de sept (7) jours. Les stipulations définies ci-dessus sont alors applicables.

La nature des éventuelles actions à entreprendre pour rétablir une situation adaptée sont de la responsabilité du Concessionnaire.

ARTICLE 68 - HORAIRES DE PRESENCE ET D'OUVERTURE DU COMPTOIR DE CONCIERGERIE

Les horaires d'ouverture des locaux en présentiel seront basés sur les horaires d'ouverture de la cafétéria indiqués à l'article 14.

Pour des manifestations ponctuelles organisées à la demande de l'Autorité concédante, les horaires et jours d'ouverture pourront être modifiés afin d'assurer une présence physique sur le site.

En cas de non-respect de ces horaires d'ouverture, des pénalités pourront être appliquées au Concessionnaire, en application de l'article 50 chapitre 8.

ARTICLE 69 - PRESTATIONS DE SERVICES POUR LES USAGERS ET PRIX

Le concessionnaire devra offrir une offre de service qui pourra inclure des produits locaux détaillés dans son offre, la démarche classique qu'il observe afin de proposer une offre de services de proximité, ainsi que la façon dont sont tarifées les prestations.

Le prix des services de conciergerie doit rester accessibles au plus grand nombre d'utilisateurs et correspondre aux fourchettes de prix constatées localement pour les mêmes types de services.

Le détail des prix des prestations proposées sera à faire valider par la Direction Générale et fera l'objet de l'Annexe 18.

La validation par l'établissement de toute cette organisation est obligatoire et aucun changement ne peut se faire sans l'accord préalable de la direction de l'établissement.

ARTICLE 70 – ORGANISATION DES ESPACES MIS A DISPOSITION

– Comptoir et espace de stockage pour la conciergerie

Afin de pouvoir exercer ses activités, l'établissement autorise le Concessionnaire à occuper les espaces stipulés à l'article 4.1.

Le Concessionnaire pourra conserver le guichet existant et l'aménager. Son remplacement sera budgété par le concessionnaire pour réalisation.

Le comptoir d'accueil du concessionnaire devra permettre de conseiller et prendre les commandes du personnel, des patients et de leur entourage.

Le concessionnaire devra fournir à l'établissement le détail de ses besoins en connexion internet et prises électriques, un plan de la configuration du/des comptoirs d'accueil et tout autre élément important pour son installation.

ARTICLE 71 – IDENTIFICATION DU PERSONNEL

Les concierges mis en place dans l'établissement doivent être identifiés par une tenue, un badge, comportant :

- Nom et Prénom
- Logo concessionnaire
- Fonction

ARTICLE 72 - SUIVI DE LA PRESTATION ET EFFICIENCE

Voir suivi de la prestation globale de la concession.

CHAPITRE 11 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 73 – INSERTION SOCIALE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

L'autorité concédante, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application l'article L2111-1 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le concessionnaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, sous la forme d'un nombre d'heures de travail à réaliser. En cas de sous-traitance, l'entreprise attributaire reste responsable de l'exécution de la clause d'insertion par l'activité économique.

Le candidat dédiera un minimum de 100 heures /an au bénéfice de l'insertion sociale.

Les modalités de mise en œuvre :

Cela consiste, pour le concessionnaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- Première modalité +: le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion;
- Deuxième modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- Troisième modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, l'autorité concédante a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises, porté localement par le facilitateur des clauses sociales, désignée comme guichet unique territorial et dont les coordonnées figurent ci-après :

Mme Béatrice ROUGEGREZ

Mail : b.rougegrez@mem-artois.fr

Tél : 03 21 51 63 73

Chargée de projet Clauses Sociales et Commande Publique

Maison de l'Emploi et des Métiers en Pays d'Artois

Celui-ci assurera l'orientation et le suivi des publics cibles, et sera le relais entre l'autorité concédante, le concessionnaire et les partenaires de l'insertion et de l'emploi. Toute personne dont le parcours d'insertion n'aurait pas été validé par le dispositif d'accompagnement ne pourra être prise en compte au titre de l'action d'insertion du marché.

A ce titre le concessionnaire complètera l'annexe 17 « engagement insertion sociale »

Le nombre d'heures dédié au titre de la clause d'insertion est de 100H annuelle.

ARTICLE 74 – RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE

Le Concessionnaire est responsable du bon fonctionnement du service dans le cadre des dispositions de la Convention et en application de toutes les prescriptions législatives et réglementaires applicables directement ou indirectement au service.

Il fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant résulter de l'exploitation des services délégués. Il s'engage à cet égard à faire son affaire de toute réclamation, de quelque nature qu'elle soit, pour tout dommage causé directement ou indirectement en lien avec l'exécution des services et renonce à tout recours contre l'Autorité concédante.

Le Concessionnaire est seul responsable vis-à-vis de l'Autorité concédante, des usagers, des tiers et de son personnel de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient liés à l'exploitation des services objet de la présente Convention.

La responsabilité du Concessionnaire porte notamment :

- vis-à-vis de l'Autorité concédante, des usagers et des tiers, sur l'indemnisation des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, qu'il est susceptible de causer lors de l'exercice de ses activités telles que définies par la présente Convention ;
- vis à vis de l'Autorité concédante, sur l'indemnisation des dommages causés aux installations des services concédé résultant de l'exploitation du service et résultant d'événements fortuits tels que, par exemple,

l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, la foudre, les accidents causés par des tiers et les catastrophes naturelles au sens de la législation en vigueur.

Le concessionnaire est seul responsable vis-à-vis de l'Autorité concédante concernant toutes les interventions commerciales, juridiques, techniques qu'il conduit vis-à-vis des usagers du service.

Le concessionnaire s'engage à assumer la responsabilité pleine et entière de toute contravention ou infraction aux règlements édictés par l'administration, soit dans le cadre de la réalisation des prestations objet du contrat, soit à l'occasion du paiement des impôts dans le cadre de l'exercice de son activité.

La responsabilité du Concessionnaire ne saurait cependant être engagée en cas de Force Majeure au sens de la jurisprudence administrative.

L'Autorité concédante est dégagée de toutes responsabilités relatives à aux installations du concessionnaire, à la surveillance des locaux occupés, au mouvement des fonds, aux marchandises ou matériels divers d'exploitation ainsi qu'à leur perte, dégradation ou vol et globalement de toute responsabilité liée à l'exploitation du service.

Les polices d'assurances prévues à l'ARTICLE 77 doivent précisément inclure une clause générale et totale de renonciation à tout recours contre l'Autorité concédante.

ARTICLE 75 – CAUSES LEGITIMES

Sont seules considérées comme des Causes Légitimes :

- la survenance d'un Cas de Force Majeure ;
- les actes de terrorisme et les émeutes ;
- la faute de l'Autorité concédante au titre de l'exécution du présent Contrat.

Un fait de grève du personnel du concessionnaire n'est pas considéré comme une cause légitime qui autoriserait un fonctionnement en mode dégradé ou l'interruption du service.

En cas de survenance d'un ou de plusieurs événements constituant des Causes Légitimes, le Concessionnaire informe l'Autorité concédante de leur survenance, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quatre (4) jours à compter de la date à laquelle il a eu connaissance de la survenance d'un tel événement, sous peine de forclusion. Cette lettre comporte :

- l'identification et la justification de la Cause Légitime ;
- l'impact de la Cause Légitime sur l'exécution du Contrat ;
- les mesures éventuellement envisageables pour limiter les conséquences de la Cause Légitime.

A compter de la date de réception de cette lettre, l'Autorité concédante dispose d'un délai de dix (10) jours pour prendre position sur l'existence de la Cause Légitime et sur les moyens adaptés de remédier aux perturbations affectant le(s) service(s). A défaut de réponse au terme de ce délai, l'Autorité concédante est réputée avoir refusé l'existence de la cause légitime.

En cas de survenance d'un ou de plusieurs événements constituant des Causes Légitimes, le Concessionnaire ne se voit pas appliquer les pénalités prévues à l'ARTICLE 75.

ARTICLE 76 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Les stipulations de la Convention pourront donner lieu à une modification de la Convention dans les conditions prévues aux articles L.3135-1, L.3135-2 et R3135-1 et suivants du code de la commande publique.

L'initiative de la demande de modification appartient aux deux Parties. La procédure de modification n'interrompt en aucun cas l'exploitation et la gestion du service.

Il est entendu que cette clause de rencontre n'implique pas une modification de plein droit de la Convention.

ARTICLE 77 –ASSURANCE

77.1 Dispositions générales

Le Concessionnaire s'engage à contracter les assurances nécessaires à son activité et à l'occupation des locaux de l'Autorité concédante et pour l'ensemble des services pris en charge.

Le Concessionnaire s'engage à contracter les assurances nécessaires à ses missions dans le cadre de cette convention, notamment en matière de responsabilité relative aux accidents corporels et matériels causés par ses installations (incendie, explosion, dégâts des eaux...) ou causés par les produits vendus et imputables directement ou indirectement à l'un de ses intervenants et/ou à leurs prestataires.

Il s'engage à souscrire un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage(s) occasionné(s) aux personnes ou aux biens par l'exécution du contrat pour chacun des services.

La garantie contractuelle par sinistre doit être suffisante, c'est à dire :

- D'un montant minimum de 500 000 euros pour les dommages matériels et immatériels,
- Et d'un montant illimité pour les dommages corporels.

Le fait de disposer d'une assurance ne dégage en rien le concessionnaire de sa responsabilité notamment en ce qui concerne les dommages qui ne seraient pas couverts par son assurance, les franchises éventuelles et/ou les dommages dont les montants excéderaient les capitaux garantis par celle-ci.

Le Concessionnaire s'interdit tout recours contre l'Autorité concédante quel que soit le fondement de ce recours et notamment en cas de vols, pertes, avaries, effractions, qui pourraient se produire dans les locaux concédés et sur ses installations.

L'Autorité concédante ne sera en aucun cas tenue de supporter toutes ou partie des conséquences pécuniaires des accidents ou maladies dont pourraient être victimes le concessionnaire et/ou ses préposés et/ou les bénéficiaires du service.

Il doit être prévu dans le ou les contrats d'assurances souscrits par le Concessionnaire que :

- Les compagnies d'assurances ont communication des termes spécifiques de la présente Convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties ;
- Les compagnies d'assurance du Concessionnaire s'engagent à notifier à l'Autorité concédante toute résiliation pour quelque motif que ce soit ;

- Les compagnies d'assurance renoncent à exercer tout recours contre l'Autorité concédante et ses assureurs.

77.2 Obligations du Concessionnaire en cas de sinistre

Sauf cause légitime ou cas de force majeure au sens de la jurisprudence, le Concessionnaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'exécution du service, que ce soit du fait du sinistre ou du fait des travaux de remise en état engagés à la suite du sinistre.

En cas de sinistre affectant les ouvrages délégués, l'indemnité versée par les compagnies d'assurances sera intégralement affectée à la remise en état des biens concernés.

Les travaux de remise en état devront commencer immédiatement après le sinistre sauf cas de force majeure ou d'impossibilité liée aux conditions d'exécution des expertises.

En cas d'existence de franchises, celles-ci sont intégralement à la charge du Concessionnaire.

77.3 Justification des assurances

Les attestations d'assurance doivent être communiquées à l'Autorité concédante dès l'entrée en vigueur du Contrat. Le Concessionnaire lui adresse, à cet effet, les attestations d'assurance qui font apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance ;
- le numéro de police ;
- les activités et les biens garantis ;
- les risques garantis ;
- les montants de chaque garantie ;
- les principales exclusions ;
- la période de validité.

Ces informations sont à fournir avant le 31 janvier de chaque année.

L'Autorité concédante exige du Concessionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, cette communication n'engage en rien la responsabilité de l'Autorité concédante pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

Quelle que soit la cause du sinistre, le Concessionnaire ne peut demander à l'Autorité concédante aucune compensation liée à une perte d'exploitation.

Le Concessionnaire fournir les polices d'assurance souscrites sur simple demande de l'Autorité concédante.

ARTICLE 78 – REGLEMENTATION ET SECURITE

L'ensemble des missions confiées doivent respecter les réglementations en vigueur et le règlement intérieur de l'Autorité concédante.

Le Concessionnaire s'engage :

- A respecter les exigences et dispositions prises dans l'établissement, en matière de prévention des risques d'accidents de travail.
- A ne détenir aucun produit dangereux dans l'enceinte des zones concédées ;
- A respecter la réglementation sanitaire relative à la vente de plats préparés ;
- A veiller particulièrement aux méthodes d'emballage ou de conservation des produits mis en vente et respecter les règles d'hygiène afin d'assurer en permanence leur disponibilité et leur état de fraîcheur. L'Autorité concédante se réserve le droit à tout moment d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles en ce sens comme détaillé au chapitre « contrôle de la concession » ;
- A faire respecter par les consommateurs et collaborateurs les consignes de sécurité et d'hygiène ;
- A répondre à l'ensemble des normes en vigueur, et notamment celles relatives aux locaux recevant du public (accessibilité, sécurité, sécurité-incendie, hygiène...) ;
- A se conformer à la réglementation relative à la limitation du bruit dans les établissements de santé ;
- A ne pas présenter à la vente ou vendre des publications ou produits prohibés par la loi ou interdits par l'administration de l'établissement.

L'Autorité concédante a défini une politique de sécurité des personnes lors des interventions de prestataires.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que les prestataires doivent respecter. L'Autorité concédante assure la coordination générale des mesures de prévention des opérations effectuées.

Toute question relative au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique devra obligatoirement être traitée avec le PC Sécurité de l'Autorité concédante qui se réservera le droit de saisir si nécessaire la commission de sécurité compétente.

L'Autorité concédante pourra s'assurer, auprès des salariés du Concessionnaire, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans les documents de la politique de sécurité.

Les personnels du Concessionnaire pourront être conviés à participer aux sessions d'information à la sécurité organisées par le Département Sécurité Incendie et Sûreté de l'Autorité concédante. Le Concessionnaire devra libérer chaque membre du personnel concerné une fois par an pour ces sessions de formation obligatoires.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sûreté s'appliquent, ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'Autorité concédante dans les documents de la consultation. Le concessionnaire est tenu de les respecter, en particulier celles de l'ESSP.

Le concessionnaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

ARTICLE 79 – EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques aurait pour effet d'affecter l'exécution du contrat, le concessionnaire s'engage à accepter cette modification et ces décisions dans le cadre du contrat et sans indemnités.

Le Concessionnaire fait son affaire de l'application des dispositions de l'article L.1224-1 du Code du Travail concernant la reprise des personnels affectés à l'exécution de services du concessionnaire sortant, en l'occurrence, l'exploitation de la cafétéria/boutique/Presse située sur le site d'Arras.

Le Concessionnaire affecte le personnel qualifié nécessaire à l'exécution du service et veille à sa bonne tenue et à sa parfaite correction. Des organigrammes fonctionnelles et hiérarchiques seront présentés pour comprendre l'organisation du concessionnaire.

Le Concessionnaire fixe les rémunérations et avantages du personnel conformément aux usages de la profession et aux conventions collectives applicables.

Le Concessionnaire recrute, rémunère, emploie sous sa responsabilité le personnel nécessaire au bon fonctionnement de son exploitation. Il remplit toutes les obligations de l'employeur, notamment au regard de la législation concernant la sécurité sociale, le travail et la fiscalité.

Le Concessionnaire fournit la liste du personnel affecté aux différentes tâches (agents chargés de la cafétéria, techniciens...) ainsi que leur qualification.

La liste des personnels est fournie dans le rapport annuel (cf art 52)

La liste du personnel est identifiée pour l'activité de cafétéria.

Ce personnel est soumis au règlement intérieur de l'Autorité concédante et notamment à l'obligation de discrétion professionnelle relative aux établissements de santé.

Le personnel ne doit communiquer aucune information, donnée ou document de quelque nature que ce soit, qui lui aurait été communiqué ou dont il aurait eu connaissance dans le cadre du présent contrat.

Le concessionnaire, et son personnel, s'engagent également à garder confidentielles toutes les informations relatives aux patients et au personnel de l'établissement dont ils pourraient avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de leur prestation.

Le personnel du concessionnaire doit se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans les locaux de l'Autorité concédante et doit revêtir une tenue vestimentaire qui lui permet d'être identifié auprès des usagers et dans un parfait état de propreté. Le personnel est facilement identifiable grâce au port d'un badge professionnel au nom du Concessionnaire et d'une tenue vestimentaire adaptée.

Le Concessionnaire s'engage à soumettre son personnel aux visites médicales et obligations prévues par la médecine du travail.

Le Concessionnaire se conforme à la réglementation en vigueur pour l'emploi de travailleurs étrangers.

Le Concessionnaire est responsable de son personnel, des accidents survenus du fait de celui-ci, de tous dégâts et des vols qui pourraient être commis par son personnel. Il s'engage à assumer soit pour lui-même, soit pour son personnel, la responsabilité pleine et entière eu égard aux infractions et contraventions en cas de non-respect de la réglementation en vigueur notamment concession la vente des articles et les règles fiscales.

L'Autorité concédante se réserve le droit de refuser l'accès au site à tout membre du personnel dont la tenue, le comportement ou la manière de servir sont de nature à porter atteinte au service public hospitalier. Le Concessionnaire s'oblige alors à les remplacer aussitôt, s'interdisant tout recours ou réclamation à ce sujet.

L'Autorité concédante peut alerter à tout moment par écrit concessionnaire, sur le comportement du personnel qui ne lui paraîtrait pas compatible avec le service.

Le Concessionnaire dispense à son personnel et aux intervenants qu'il a désignés pour intervenir sur le site, une formation qui porte sur l'observation de l'ensemble des présentes stipulations contractuelles ainsi que des particularités du milieu hospitalier notamment en termes d'accueil des usagers et d'observation des consignes générales de sécurité et d'hygiène.

Le Concessionnaire s'engage à mettre à disposition de l'Autorité concédante du personnel à jour des obligations vaccinales prévues par les textes en vigueur et qui sont applicables au personnel travaillant en établissement sanitaire.

Cette obligation vaccinale du personnel devra être assurée tout au long du contrat de concession.

Le Concessionnaire demeure entièrement responsable du non-respect des obligations vaccinales de son personnel et de tous dommages aux personnes afférents.

Le Concessionnaire s'engage à maintenir, sur la durée du contrat, le niveau de qualification des agents figurant dans la liste du personnel présentée dans son offre.

Le Concessionnaire, en tant qu'exploitant des équipements prend à sa charge la formation du personnel. A ce titre, il présente à l'autorité concédante, chaque début d'année, son plan de formation (personnel concerné, objectifs, nouvelles compétences à obtenir...) ainsi que son bilan de l'exercice précédent. Il veille au respect du plan de formation établi pour l'année de prise d'effet de la présente convention.

Le Concessionnaire s'engage à assurer un complément de formation occasionnelle ou professionnelle au personnel embauché, afin qu'il puisse acquérir un niveau de qualification permettant d'exécuter dans les meilleures conditions ses missions d'encadrement.

Déontologie des salariés, préposes du concessionnaire et neutralité du service » :

- Le Concessionnaire est tenu de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de façon égale toutes les personnes.

ARTICLE 81 – INTERLOCUTEUR UNIQUE

Le Concessionnaire doit identifier un interlocuteur unique, de bon niveau, dans ses rapports avec l'Autorité concédante.

Le Concessionnaire indique le nom et les coordonnées de cet interlocuteur unique au début de l'exécution du contrat.

ARTICLE 82 – INTUITU PERSONAE /SOUS TRAITANCE/SUBDELEGATION/SOUS-LOCATION

82.1 Intuitu personae

Le Concessionnaire est tenu d'exécuter personnellement le présent Contrat et d'assurer personnellement l'exécution de la mission qui lui est confiée à partir des moyens mis à sa disposition, étant précisé que le Concessionnaire peut, sous sa responsabilité et pour les besoins de l'exploitation des ouvrages, contracter avec des sociétés tierces.

Toute subdélégation, sous-traitance ou toute autre opération assimilée à une cession ne peut intervenir que suivant les conditions ci-après définies.

Le concessionnaire est tenu d'informer sans délai l'autorité concédante :

- De la modification de sa forme juridique,
- De la modification de ses statuts,
- Des modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- Des modifications se rapportant à la composition de son capital social et à ses actionnaires,
- Des modifications de sa raison sociale ou de sa dénomination,
- Du changement de son adresse ou de son siège social,
- Et, plus généralement, de toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise

82.2 Sous-traitance - Subdélégation

Le Concessionnaire prend toutes dispositions pour assurer le contrôle des services sous-traités ou subdélégués.

Le Concessionnaire reste entièrement responsable, vis-à-vis de l'Autorité concédante, de l'exécution des services sous-traités ou subdélégués. Ces prestataires exécutent le service sous la direction du Concessionnaire et ne pourront se retourner contre l'Autorité concédante pour quelque motif que ce soit.

Les contrats de sous-traitance et de subdélégation ne pourront avoir une date d'échéance postérieure à celle de la présente convention, sauf autorisation expresse et préalable de l'Autorité Délégante. A défaut, le contrat ne sera pas opposable à l'Autorité Délégante.

En cas de défaillance d'un prestataire sous-traité ou d'un subdélégué, le Concessionnaire mettra tout en œuvre pour pourvoir à son remplacement.

En cas de divergence ou de contradiction entre les stipulations de la Convention et les contrats de sous-traitance ou de subdélégation, celles de la présente Convention prévalent.

Chaque sous-traitant ou subconcessionnaire doit justifier des mêmes garanties techniques, financières et professionnelles que le Concessionnaire pour la fraction du service dont l'exécution lui est confiée. La liste des sous-traitants ou subconcessionnaires pour l'exécution de la présente convention est fournie par le concessionnaire.

Avant la signature du contrat de sous-traitance ou de subdélégation, le sous-traitant ou le subconcessionnaire doit être agréé expressément par l'Autorité concédante qui appréciera les garanties professionnelles et financières des affrétés et leur aptitude et le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2, L. 5212-3 L. 5212-4 du Code du Travail. A l'appui de chaque demande d'agrément, le Concessionnaire transmettra à l'Autorité concédante tout document de nature à permettre à cette dernière d'apprécier les garanties et l'aptitude du sous-traitant ou le subconcessionnaire.

A défaut de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande complète du Concessionnaire, l'agrément de l'Autorité concédante est réputé tacitement obtenu.

Après agrément de l'affrété, du sous-traitant ou du subconcessionnaire, les contrats que le Concessionnaire conclurait pendant la durée de la présente convention sont transmis pour information à l'Autorité concédante au plus tard le dernier jour ouvré du mois suivant celui de leur signature.

Faute de transmission, le Concessionnaire pourra se voir appliquer une pénalité.

Dans le cas de recours à la sous-traitance ou la subdélégation ponctuellement et par courtes durées, rendu nécessaire par l'obligation de continuité du service ou motivé par une situation exceptionnelle et/ou une contrainte d'ordre technique, le Concessionnaire aura l'obligation d'informer l'Autorité concédante dans les meilleurs délais par tout moyen utile de communication, et d'en faire état dans les comptes rendus périodiques tels que définis par la présente Convention.

Le personnel des sous-traitants en contact avec les usagers devra être en tenue à l'identique des autres personnels.

82.3 Sous-location

Toute sous-location totale ou partielle de l'espace foncier, du matériel et du mobilier mis à disposition du concessionnaire se fera avec l'accord exprès de l'Autorité concédante.

ARTICLE 83 – NOTIFICATIONS – MISES EN DEMEURE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la future convention seront valablement effectuées par courriel certifié ou par lettre avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation, ou remis en main propre avec récépissé au personnel du Concessionnaire.

Tout délai relatif à une mise en demeure est décompté, sauf dispositions contraires, à partir de sa date de réception par le Concessionnaire du courriel certifié ou de la lettre avec avis de réception.

Concernant la remise en main propre avec récépissé, le délai de mise en demeure court le lendemain de la remise en main propre.

ARTICLE 84 – NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs dispositions du contrat se révélaient nulles ou étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres dispositions garderont toute leur force et leur portée sauf si la ou les dispositions invalides présentaient un caractère substantiel et que leur disparition remettait en cause l'équilibre contractuel.

Les parties feront leurs meilleurs efforts pour substituer à la disposition invalidée une disposition valide aussi similaire que possible ayant un effet équivalent.

ARTICLE 85

- PERSONNEL DU CONCESSIONNAIRE EN FIN DE CONTRAT

Douze (12) mois avant la date d'expiration du présent contrat ou sans délai en cas de résiliation, le Concessionnaire communique à l'Autorité concédante, de sa propre initiative ou, le cas échéant, sur demande de cette dernière, la liste non nominative des emplois et des postes de travail ainsi que les renseignements non nominatifs suivants concernant les personnels affectés au service concédé et notamment :

- le coût de la masse salariale ;
- nombre de salariés à reprendre ;
- équivalent temps plein ;
- âge ;
- niveau de qualification professionnelle ;
- expérience ;
- ancienneté ;
- avantage ;
- fonction ;
- convention collective applicable ;
- rémunération annuelle charges comprises ;
- existence éventuelle dans le contrat d'une clause pouvant empêcher le transfert à un autre exploitant.

La liste du personnel est identifiée par activité :

- Métiers en lien avec la restauration

Les autres services ne sont pas concernés par la reprise du personnel.

A compter de cette communication, le Concessionnaire informe l'Autorité concédante, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste.

Les informations concernant les effectifs pourront être communiquées par l'Autorité concédante aux candidats à la concession du service.

Le Concessionnaire accepte que les informations prévues par le présent Article soient communiquées aux candidats admis à présenter une offre, dans le cadre de la procédure de concession de service applicable au futur contrat.

Le Concessionnaire accepte de ne pas procéder à des modifications de la masse salariale dans les six (6) derniers mois du Contrat, sauf accord préalable de l'Autorité concédante.

A défaut de transmission de ces renseignements, le Concessionnaire s'expose à une pénalité.

ARTICLE 86

- INFORMATION DES CANDIDATS A LA CONCESSION DU SERVICE

A l'occasion de la remise en concurrence de l'exploitation du service délégué, l'Autorité concédante peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre à tous les candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement. Dans ce cas, le Concessionnaire est tenu de permettre l'accès à tous les ouvrages et installations du service délégué aux dates fixées par l'Autorité concédante.

L'Autorité concédante s'efforce de réduire autant que possible la gêne qui pourrait en résulter pour le Concessionnaire.

Afin de permettre à l'Autorité concédante de procéder aux opérations de fin ou de renouvellement du Contrat, le Concessionnaire doit communiquer tout document sollicité par l'Autorité concédante.

ARTICLE 87 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties font leur possible pour régler les différends relatifs à l'exécution du contrat amiablement.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'Autorité concédante et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'Autorité concédante à la suite d'une mise en demeure adressée par le Concessionnaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours.

Tout différend entre le Concessionnaire et l'Autorité concédante doit faire l'objet, de la part du Concessionnaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'Autorité concédante dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

L'Autorité concédante dispose d'un délai de 2 mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 88 - LITIGES

En cas de litige sur l'interprétation et l'application des missions qui font l'objet de la concession, les parties s'engagent à rechercher toutes les voies d'un règlement amiable, y compris en faisant appel à la médiation d'une tierce personne.

Si dans un délai d'un mois, un accord n'est pas intervenu entre les parties, les différends qui ne seraient pas résolus par cette procédure, seront soumis au Tribunal Administratif de Lille.

Le droit français est seul applicable.

ARTICLE 89 - ANNEXES

Sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 - plan de masse et de repérage cafétéria/boutique/presse au Centre hospitalier d'Arras - (fourni par l'Autorité concédante)
- Annexe 2 - plan de masse et de repérage distributeurs :

- Annexe 2.1 : Centre hospitalier d'Arras (fourni par l'Autorité concédante)
- Annexe 2.2 : Centre hospitalier du Ternois (fourni par l'Autorité concédante)
- Annexe 2.3 : Centre hospitalier et de Bapaume (fourni par l'Autorité concédante)
- Annexe 3- bordereau de prix par produit (à compléter par le candidat)
- Annexe 4 planning de réalisation des Aménagements (à fournir par le candidat)
- Annexe 5-inventaire A (à fournir par le candidat)
- Annexe 6-inventaire B (à fournir par le candidat)
- Annexe 7-Inventaire C (à fournir par le candidat)
- Annexe 8- Comptes prévisionnel d'exploitation (à fournir par le candidat)
- Annexe 9- Dispositions prises par le concessionnaire pour assurer la continuité du service pendant la réalisation des aménagements (à fournir par le candidat)
- Annexe 10 Engagements relatifs aux manifestations organisées au sein de l'hôpital (à fournir par le candidat)
- Annexe 11 : visuels/croquis de chacun des locaux mis à disposition de préférence en 3D (à fournir par le candidat)
- Annexe 12 - Charte graphique Centre Hospitalier- (fourni par l'Autorité concédante)
- Annexe 13 - règlement intérieur - (fourni par l'Autorité concédante)
- Annexe 14 - état des lieux contradictoire (joint au début de l'exécution)
- Annexe 15 - Mémoire technique (à fournir par le candidat)
- Annexe 16 - développement durable (à compléter par le candidat)
- Annexe 17- engagement insertion sociale (à compléter par le candidat)
- Annexe 18- offre conciergerie (à compléter par le candidat)

La présente convention est établie en 2 exemplaires

PARTIE RESERVEE AU TITULAIRE

La présente Convention est lue et approuvée par le prestataire
(*nom + cachet + signature- mention manuscrite "Lu et approuvé"*)

A
Le

PARTIE RESERVEE A L'AUTORITE CONCEDEANTE

A Arras,
Le

Le Directeur de l'Autorité concédante